Conto Corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

PARTE PRIMA

Anno LXVII — Roma — Giovedì, 6 maggio 1926 — Numero 105

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

SOMMARIO

Numero di pubblicazione — LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

BANDI DI CONCORSO

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione 1022.

LEGGE 31 gennaio 1926, n. 732.

Conversione in legge del R. decreto-legge 7 giugno 1920, n. 860, col quale è data esecuzione alla Convenzione monetaria addizionale a quella del 6 novembre 1889, sottoscritta dall'Italia ed altri Stati a Parigi il 25 marzo 1920.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico.

E' convertito in legge il R. decreto-legge 7 giugno 1920, n. 860, col quale è data esecuzione alla Convenzione monetaria addizionale a quella del 6 novembre 1889, sottoscritta dall'Italia ed altri Stati a Parigi il 25 marzo 1920.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 gennaio 1926.

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Convention additionnelle à la Convention du 6 novembre 1885.

S. M. le Roi des Belges;

Le Président de la Republique française;

S. M. le Roi des Hellenes;

S. M. le Roi d'Italie;

et le Conseil féderal de la Confédération Suisse;

ayant reconnu l'intérêt pour la France et la Suisse de nationaliser leurs monnaies divisionnaires, l'intérêt pour la Suisse de parer au déficit résultant du retrait des monnaies divisionnaires françaises et l'intérêt pour la Belgique de frapper pour les besoins de sa colonie du Congo des monnaies spéciales de métal inférieur, ont résolu de conclure à cet effet, une convention additionnelle à la Convention du 6 novembre 1885 et ont nommé pour leur plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi des Belges:

M. Liebaert, Ministre d'Etat;

M. Le Grelle, Commissaire des Monnaies;

M. Rombouts, Administrateur directeur général de la Trésorerie;

Le Président de la République française:

M. Luquet, Sous-Gouverneur de la Banque de France;

M. Cellier, Conseiller d'Etat, Directeur du Mouvement Général des Fonds;

M. Bouvier, Directeur de l'Administration des Monnaies et Médailles.

S. M. le Roi des Hellenes:

M. Skouses, Secrétaire de la Légation de Grèce à Paris.

S. M. le Roi d'Italie:

M. Brofferio, Conseiller d'Etat, Délégué financier du Gouvernement italien en France.

Le Conseil Général de la Confédération Suisse:

M. Durant, Ministre de Suisse à Paris;

M. Meyer, Membre du Conseil National;

M. Ryffel, Chef de la Division de Caisse et le Comptabilité du Département Fédéral des Finances;

lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. I.

Les Gouvernements français et suisse s'engagent à retirer de la circulation, sur leur territoire respectif, la France, les pièces d'argent suisses de 2 frs. 1 fr. 0, fr. 50, et 0, fr. 20 et la Suisse, les pièces d'argent françaises des mêmes valeurs.

Art. II.

Trois mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention additionnelle, les caisses publiques de la France cesseront, par dérogation aux dispositions de l'article 6 de la Convention du 6 novembre 1885, de recevoir les monnaies divisionnaires d'argent suisses; il en sera de même des caisses publiques de la Suisse à l'égard des monnaies divisionnaires françaises.

Ce délai sera augmenté d'un mois pour les monnaies suisses circulant en Algérie et dans les autres Colonies françaises.

Art. III.

Les monnaies divisionnaires françaises et suisses retirées de la circulation seront mises par chacun des deux Etats à la disposition de l'autre qui s'engage à les reprendre par envois de 500,000 francs au moins, sauf en ce qui concerne le règlement de solde final.

Art. IV.

Pour remédier a la gêne qui pourra resulter pour la Suisse du retrait des monnaies françaises en circulation sur son territoire le contingent des monnaies divisionnaires d'argent fixé, par la Convention du 4 novembre 1908, à 16 frs. par tête d'habitant, sera elevé à 28 francs pour la Suisse à partir de la promulgation de la présente Convention additionnelle. Les frappes exécutées en vertu de la disposition qui précède ne seront limitées par aucun maximum annuel.

Art. V.

Sur le montant des monnaies françaises retirées par la Suisse excédant le montant de ses monnaies nationales qui lui auront été remises par la France la Suisse est autorisée à conserver la quantité qu'elle jugera nécessaire pour repondre à ses besoins; elle devra indiquer à la France, dans un délai de quatre mois, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, la quantité de monnaies divisionnaires françaises qu'elle désire conserver.

La Suisse pourra, après avoir centralisé ces monnaies françaises, les affecter comme gage à l'émission, pour un montant équivalent, de certificats représentatifs en coupures de 2 francs — 1 francs et 0 franc 50.

Sauf nouvel accord entre les deux Gouvernements intéressés, les monnaies françaises ainsi provisoirement conservées seront, à la l'expiration d'un délai de 4 ans, à partir de la mise en vigueur de la présente Convention additionnelle, remises à la disposition du Gouvernement français.

Art. VI.

Si, au cours du délai indiqué ci-dessus, la Suisse préfère procéder à des frappes de monnaies divisionnaires d'argent, dans la limite du nouveau contingent prévu à l'article 4, elle devra utiliser, pour cette fabrication, soit des écus à l'effigie d'un des Etats de l'Union Latine soit des monnaies divisionnaires françaises qu'elle aurait conservées conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article V.

Le bénéfice pouvant résulter de ces frappes sera versé au fonds de réserve pour l'entretien de la circulation monétaire, institué par l'article 1er de la Convention du 4 novembre 1908, toutefois, les frais de fabrication des certificats représentatifs prévus à l'article V ci-dessus pourront être imputés sur le dit fonds de réserve.

Art. VII.

Par application des dispositions de l'article II de la Convention du 6 novembre 1885, la Suisse notifiera à la France les quantités des pièces de 5 francs à l'effigie de chacun des Etats de l'Union Latine ou des pièces divisionnaires françaises qu'elle aura employées annuellement pour ces fabrications.

Art. VIII.

La France remboursera à la Suisse l'excédent des monnaies françaises que la Suisse aura conservées jusqu'à l'expiration du délai de quatre ans fixé pour leur restitution.

Ce remboursement devra être effectué dans un délai d'un mois à compter de la réception des envois, soit en monnaies divisionnaires suisses soit, au choix de la France, en écus de l'Union Latine; de préférence suisses, en monnaies d'or de 10 francs et au-dessus ou en traites sur la Suisse.

Les sommes formant le montant de chaque envoi seront, jusqu'au jour du remboursement, productives d'intérêts à 4 % au profit de l'Etat qui aura effectué l'envoi avec valeur du lendemain du jour de la réception de chaque envoi.

Art. IX.

Tous les frais de transport, tant du solde des monnaies d'argent à repatrier que des valeurs en espèces destinées à en acquitter, seront supportés par chaque Etat jusqu'à sa frontière.

Chaque Etat prendra, en outre, à sa charge, les frais de toute nature necessités par les opérations de retrait sur son propre territoire et notamment les frais de publication.

Art. X.

Par application des dispositions des articles IV et VII de la Convention du 6 novembre 1885, les Gouvernements français et suisse ne pourront refuser les monnaies à leur effigie respective dont le poids aurait été reduit par le frai.

Art. XI.

Tant que l'article II de la présente Convention additionnelle restera en vigueur, la Suisse aura la faculté de prohiber l'importation de la monnaie divisionnaire française, la France ayant, de son côté, la faculté d'en prohiber la sortie.

Art. XII.

Au cas où la Convention du 6 novembre 1885 ayant été dénoncée, il serait procédé à la liquidation de l'Union, l'obligation, imposée à chaque Etat par l'article VII de la Convention précitée, de reprendre pendant une année ses monnaies divisionnaires d'argent, serait remise en vigueur.

Art. XIII.

Le Gouvernement Belge est autorisé, sur sa demande par dérogation temporaire à la Convention monétaire du 6 novembre 1885, à frapper pour les besoins de sa colonie du Congo, et jusqu'à concurrence de 12 millions de francs, des monnaies spéciales de métal inférieur auxquelles seront attribuées les valeurs nominales de pièces de 1 franc et de 50 centimes.

Ces monnaies ne seront pas reçues par les caisses publiques de la Belgique et des autres Etats de l'Union.

Les quantités émises seront imputées sur les contingents de monnaies divisionnaires d'argent attribués à la Belgique par la convention monétaire additionnelle du 4 novembre 1908.

La Belgique s'engage à démonétiser des écus de 5 francs à ses effigies à concurrence des bénéfices résultant des frappes de ces monnaies speciales.

Art. XIV.

Par extension de l'article XI de la Convention monétaire du 6 novembre 1885, les Gouvernements des Pays contractants étudieront de concert les mesures propres à prévenir et a repriser la refonte par l'industrie privée des monnaies divisionnaires à leur effigie et à celle de tous les Pays de l'Union.

Art. XV.

La présente Convention additionnelle sera ratifiée, les ratifications seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et au plus tard le 25 juin 1920.

Elle entrera en viguer cinq jours francs après l'échange des dites ratifications et avec la même durée que la Convention du 6 novembre 1885, dont elle sera reputée faire partie intégrante.

Fait a Paris, le 25 mars 1920.

Belgique, signé: *Lebaert - Le Grelle - Rombouts.*
France, signé: *Luquet - Celier - Bouvier.*
Grèce, signé: *Skouses.*
Italie, signé: *Brofferio.*
Suisse, signé: *Dumant - Meyer - Ryffel.*

Visto, d'ordine di S. M. il Re:
Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione 1023.

REGIO DECRETO-LEGGE 15 aprile 1926, n. 679.

Approvazione dell'ordinamento delle Casse di previdenza per le pensioni agli impiegati e ai salariati degli Enti locali.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 6 marzo 1904, n. 88, che istituisce la Cassa di previdenza per le pensioni a favore dei segretari ed altri impiegati comunali;

Visto l'art. 13 della legge 26 giugno 1913, n. 836;

Visto il testo unico delle leggi sulla Cassa di previdenza per le pensioni a favore dei segretari ed altri impiegati degli Enti locali approvato con decreto Luogotenenziale 17 giugno 1915, n. 968;

Vista la legge 11 giugno 1916, n. 720, che provvede al trattamento di pensione a favore dei salariati dipendenti dai Comuni, dalle Provincie, dalle istituzioni pubbliche di beneficenza e dalle aziende speciali di servizi municipalizzati;

Visti gli articoli 2 e 3 del decreto-legge Luogotenenziale 27 agosto 1916, n. 1094;

Visto l'art. 6 del decreto-legge Luogotenenziale 25 marzo 1919, n. 467;

Visto il R. decreto-legge 3 luglio 1919, n. 1426;

Visto l'art. 35 del R. decreto 30 settembre 1920, n. 1538, modificato con l'art. 3 del R. decreto 15 febbraio 1923, numero 574;

Visto il R. decreto-legge 15 settembre 1923, n. 2093;

Visto il R. decreto-legge 15 settembre 1923, n. 2116;

Visto il R. decreto 7 ottobre 1923, n. 2349, recante miglioramenti transitori nel trattamento di quiescenza degli impiegati iscritti alla Cassa di previdenza;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 3256;

Visto il R. decreto-legge 25 settembre 1924, n. 1587;

Visto il R. decreto-legge 13 novembre 1924, n. 1919, riguardante l'estensione ai territori annessi delle disposizioni concernenti la Cassa di previdenza;

Visto il R. decreto-legge 28 dicembre 1924, n. 2279;

Visto il R. decreto-legge 8 gennaio 1925, n. 68;

Visto l'art. 15 del R. decreto-legge 19 aprile 1925, n. 561;

Visto l'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Riconosciuta l'assoluta urgenza di provvedere alla riforma della Cassa di previdenza apportando definitivi miglioramenti nel trattamento di quiescenza degli iscritti anche nei riguardi dei salariati, per i quali dal 1° gennaio 1926 hanno inizio le liquidazioni di indennità e di pensioni;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze, di concerto col Ministro per l'interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Al testo unico delle leggi riguardanti la Cassa di previdenza per le pensioni a favore dei segretari ed altri impiegati degli Enti locali, approvato con decreto Luogotenenziale 17 giugno 1915, n. 968, e sue successive modificazioni, nonchè alla legge 11 giugno 1916, n. 720, che provvede al trattamento di pensione a favore dei salariati dipendenti dai Comuni, dalle Provincie, dalle istituzioni pubbliche di beneficenza e dalle aziende speciali di servizi municipalizzati, e sue successive modificazioni, è sostituito l'unito « Ordinamento delle Casse di previdenza per le pensioni degli impiegati e dei salariati degli Enti locali » visto, d'ordine Nostro, dai Ministri proponenti, insieme alle allegate norme e tabelle *A*, *B* e *C*.

Art. 2.

A decorrere dal 1° luglio 1926, sono estesi al Monte pensione degli insegnanti elementari i seguenti articoli della parte prima dell'ordinamento di cui al precedente art. 1.

a) l'art. 10, ultimo comma, per quanto riguarda la mantenuta iscrizione ai regolamenti speciali di pensione degli insegnanti che a quella data vi erano iscritti, e il divieto di ogni nuova iscrizione ai regolamenti stessi dopo la data predetta, esclusa l'eccezione di cui alla prima parte del comma medesimo;

b) l'art. 22, secondo comma, e l'art. 33, ultimo comma, per quanto riguarda gli stipendi da prendersi per base nella determinazione dei contributi personali e dell'Ente e nella liquidazione dell'indennità e della pensione;

c) l'art. 45, ferma restando la disposizione dell'ultimo comma dell'art. 22, del testo unico 2 gennaio 1913, n. 453, libro III, parte 1, riguardante il Ministero cui fa carico l'onere derivante dal computo delle campagne di guerra;

d) l'art. 47, terzo e quarto comma, per le detrazioni ed i riparti previsti rispettivamente dagli articoli 23 e 33, del testo unico 2 gennaio 1913, n. 453, libro III, parte I;

e) gli articoli 48, 50, 51, 60, primo, secondo, quarto e quinto comma, e 61.

I succitati articoli 45, ferme restando le disposizioni delle rispettive leggi riguardanti il Ministero cui fa carico l'onere derivante dal computo delle campagne di guerra, 47, terzo e quarto comma, 48, 50, 51, 60, primo, secondo, quarto e quinto comma, e 61 sono estesi, a decorrere dalla data indicata al primo comma del presente articolo, anche alla Cassa di previdenza per le pensioni dei sanitari e alla Cassa pensioni per il personale delle Regie scuole professionali, industriali e commerciali e delle Regie stazioni sperimentali per quanto riguarda le rispettive categorie di iscritti.

Il predetto art. 60, primo, secondo, quarto e quinto comma, è esteso altresì, con la decorrenza sopra indicata, alle Casse di previdenza per le pensioni degli ufficiali giudiziari e degli impiegati degli archivi notarili.

A decorrere dal 1° luglio 1926, sono abrogate le disposizioni degli ordinamenti dei singoli istituti di previdenza di cui al presente articolo, contrarie a quelle che formano oggetto degli articoli sopracitati.

Art. 3.

A decorrere dal 1° gennaio 1926, la gestione relativa agli impiegati iscritti alla Cassa di previdenza sarà tenuta distinta da quella relativa ai salariati.

Quest'ultima gestione assumerà la denominazione « Cassa di previdenza per le pensioni ai salariati degli Enti locali ».

Con decreto Ministeriale da registrarsi alla Corte dei conti saranno stabilite le norme per la separazione delle attività e delle passività patrimoniali delle due gestioni per il versamento e l'attribuzione delle rate del contributo straordinario di riscatto relative a quegli impiegati e a quei salariati i quali, avendo assunto anteriormente al 1° gennaio 1926 o assumendo in seguito rispettivamente la qualità di salariato o di impiegato, debbano trasferire la loro iscrizione dall'una all'altra delle rispettive Casse di previdenza.

Art. 4.

Con decreto Reale, promosso dal Ministro per le finanze, sarà provveduto, ai fini della costituzione e del funzionamento della Cassa di previdenza per le pensioni ai salariati degli Enti locali, di cui al precedente art. 3, anche in riguardo al disposto dell'art. 13, della legge 20 dicembre 1914, n. 1382, al riordinamento dei servizi dipendenti dalla Direzione ge-

nerale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza.

La spesa relativa sarà a carico del bilancio della Cassa predetta e degli istituti di previdenza da essa amministrati.

Art. 5.

Con decreto Reale, promosso dal Ministro per le finanze, saranno stabilite eventuali norme per la riscossione ed il versamento dei contributi dovuti, a termini di legge, dagli Enti e dagli iscritti ai vari istituti di previdenza amministrati dalla Direzione generale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza, in quanto siano applicabili.

Finchè tali norme non saranno emanate, continueranno ad applicarsi le disposizioni attualmente in vigore.

Art. 6.

Le disposizioni del presente decreto per cui non sia indicata una diversa decorrenza, entrano in vigore il 1° gennaio 1926.

Il presente decreto sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge; il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 15 aprile 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI — FEDERZONI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 aprile 1926.
Atti del Governo, registro 247, foglio 149. — COOP.

Ordinamento delle Casse di previdenza per le pensioni agli impiegati e ai salariati degli Enti locali.

PARTE PRIMA.

CASSA DI PREVIDENZA PER LE PENSIONI AGLI IMPIEGATI DEGLI ENTI LOCALI.

TITOLO I.

Costituzione della Cassa di previdenza e contributi.

Art. 1.

(Art. 1, testo unico 17 giugno 1915, n. 968; art. 1, R. decreto 25 febbraio 1923, n. 539; art. 1, R. decreto-legge 13 novembre 1924, numero 1919).

La « Cassa di previdenza per le pensioni agli impiegati degli Enti locali » è un corpo morale con facoltà di acquistare e di possedere, ed ha sede in Roma. Essa provvede alle pensioni e alle indennità degli impiegati dei Comuni, delle Amministrazioni provinciali, delle istituzioni pubbliche di beneficenza e delle aziende speciali per l'impianto e l'esercizio dei servizi municipalizzati agli effetti della legge 29 marzo 1903, n. 103.

La rappresentanza legale e la responsabilità di gestione spettano al direttore generale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza.

Per gli effetti delle imposte, delle tasse e degli altri diritti stabiliti dalle leggi generali e speciali la Cassa di previdenza è considerata come Amministrazione dello Stato.

Le spese di amministrazione sono a carico della Cassa di previdenza.

Art. 2.

(Art. 2, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Spetta alla Commissione di vigilanza sull'amministrazione della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza l'approvazione del rendiconto consuntivo della Cassa di previdenza per le pensioni agli impiegati degli Enti locali, il quale, parificato dalla Corte dei conti, sarà presentato al Parlamento, in allegato alla relazione della Commissione medesima, entro l'anno successivo a quello cui il rendiconto si riferisce.

Art. 3.

(Art. 9, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Le attività della Cassa di previdenza sono ripartite:

1° nella riserva matematica, valutata ad ogni quinquennio in base al censimento degli iscritti alla Cassa, in servizio od in pensione, e delle loro famiglie;

2° nella riserva di garanzia, costituita con le eccedenze risultanti dai bilanci tecnici, fino al limite massimo di un ventesimo della riserva matematica;

3° in un fondo di utili da costituirsi a vantaggio degli iscritti alla Cassa, quando sia raggiunto il limite massimo della riserva di garanzia.

Art. 4.

(Art. 10, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Il patrimonio della Cassa è costituito:

a) dai contributi ordinari e straordinari degli impiegati;

b) dai contributi degli Enti;

c) dalla ritenuta sulle pensioni;

d) dai depositi volontari;

e) dalla tassa di cui all'art. 162, del testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148;

f) dai lasciti, dalle donazioni e da qualsiasi altro provento straordinario;

g) dagli interessi accumulati sui proventi indicati alle lettere precedenti.

Art. 5.

(Articoli 1 e 3, testo unico 17 giugno 1915, n. 968; art. 6 decreto Luogotenenziale 25 marzo 1919, n. 467).

L'iscrizione alla Cassa è obbligatoria per gli impiegati dei Comuni, delle Amministrazioni provinciali e delle aziende speciali per l'impianto e l'esercizio dei servizi municipalizzati nominati ad uffici stabiliti per legge o per organico, i quali percepiscano uno stipendio annuo eguale o superiore a L. 300, anche se corrisposto da due o più degli Enti predetti, e si trovino inoltre nelle seguenti condizioni:

a) gli impiegati dei Comuni, nominati dal Consiglio comunale e assunti in servizio per la prima volta dal 1° gennaio 1904;

b) gli impiegati delle Amministrazioni provinciali, nominati dal Consiglio o dalla Deputazione provinciale e assunti in servizio per la prima volta dal 1° gennaio 1908;

c) gli impiegati delle aziende speciali per l'impianto e l'esercizio dei servizi municipalizzati, nominati dal Consiglio comunale o dalle rispettive Commissioni amministratrici e assunti in servizio per la prima volta dal 1° gennaio 1914, fatta eccezione per gli impiegati dipendenti dalle aziende che esercitano pubblici servizi di trasporto.

L'iscrizione è inoltre obbligatoria per impiegati assunti con nomina regolare dagli Enti e a partire dalle epoche ri-

spettivamente sopra indicate, che siano adibiti a servizi di carattere permanente e abbiano mansioni che costituiscono la loro prevalente occupazione, anche se la nomina sia fatta a tempo determinato e anche se i posti corrispondenti non siano compresi nelle tabelle organiche.

Art. 6.

(Art. 1, R. decreto-legge 13 novembre 1924, n. 1919).

L'iscrizione alla Cassa è obbligatoria per gli impiegati dei Comuni, delle Amministrazioni provinciali e delle aziende speciali per l'impianto e l'esercizio dei servizi municipalizzati delle provincie del Carnaro, dell'Istria, di Trento, di Trieste, di Zara e dei territori delle provincie di Belluno e del Friuli già soggetti all'ex Impero austro-ungarico, assunti per la prima volta in servizio, a partire dal 1° luglio 1924, e nominati nei modi e nelle condizioni indicate al precedente art. 5, salvo quanto è disposto nel successivo art. 11.

Art. 7.

(Articoli 1 e 3, testo unico 17 giugno 1915, n. 968; art. 3, legge 11 giugno 1916, n. 720, e art. 1, R. decreto-legge 13 novembre 1924, n. 1919).

L'iscrizione alla Cassa è obbligatoria, salvo quanto è disposto dai successivi articoli da 13 a 16, per gli impiegati delle istituzioni pubbliche di beneficenza, nominati dalle rispettive Amministrazioni, assunti per la prima volta in servizio a partire dal 1° gennaio 1908, e che percepiscano uno stipendio annuo eguale o superiore a L. 300, anche se corrisposto da due o più istituzioni di beneficenza, semprechè abbiano diritto ad acquistare la stabilità.

Le disposizioni di cui al comma precedente si applicano agli impiegati delle istituzioni pubbliche di beneficenza delle Provincie e dei territori di cui al precedente art. 6, che siano stati assunti per la prima volta in servizio presso le istituzioni stesse a partire dal 1° luglio 1924, salvo quanto è disposto nel successivo art. 11.

Art. 8.

(Art. 13, legge 26 giugno 1913, n. 836).

L'impiegato d'ordine dell'Istituto nazionale per l'istruzione e l'educazione degli orfani dei maestri elementari, a cura dell'Istituto stesso, è iscritto alla Cassa di previdenza.

Art. 9.

(Art. 3, testo unico 17 giugno 1915, n. 968; art. 2 R. decreto-legge 13 novembre 1924, n. 1919).

L'iscrizione alla Cassa è facoltativa per gli impiegati delle categorie comprese nei precedenti articoli da 5 a 7, con servizi anteriori alle date rispettivamente ivi indicate, e per quelli delle categorie medesime, i cui stipendi annuali, anche se corrisposti da due o più Enti, non raggiungano la somma di L. 300. Questi ultimi però, iscrivendosi, debbono versare alla Cassa, oltre ai contributi personali, anche quelli propri dell'Ente che non si fosse volontariamente assunto tale onere.

Art. 10.

(Art. 4, testo unico 17 giugno 1915, n. 968; art. 3, R. decreto-legge 13 novembre 1924, n. 1919).

L'iscrizione alla Cassa non è obbligatoria per gli impiegati di cui alle lettere *a*) e *b*) del precedente art. 5, al primo comma dell'art. 7 e al successivo art. 18, iscritti a regolamenti o convenzioni speciali per le pensioni in vigore rispettivamente al 1° gennaio degli anni 1904 e 1908, nominati dalle date predette e prima della data di pubblicazione del presente decreto, finchè gli Enti non dispongano l'abrogazione dei regolamenti stessi ai sensi del successivo art. 12.

Sono considerati a tutti gli effetti come iscritti a regolamenti o convenzioni speciali per le pensioni, gli impiegati di cui alle lettere *a*) e *b*) del precedente art. 5, al primo comma dell'art. 7 e al successivo art. 18, i quali da epoca anteriore rispettivamente al 1° gennaio degli anni 1904 e 1908 sono iscritti o assicurati col concorso dell'Ente alla Cassa nazionale delle assicurazioni sociali, all'Istituto nazionale delle assicurazioni o ad altri istituti assicurativi che provvedono al trattamento di quiescenza.

Salvo quanto è disposto dall'art. 11 per gli impiegati dei quali all'art. 6, a decorrere dal 1° luglio 1926, fruiranno del trattamento di quiescenza stabilito dai regolamenti e dalle convenzioni speciali di pensioni, soltanto gli impiegati che vi sono già regolarmente iscritti alla data medesima, restando vietata ogni nuova iscrizione.

Art. 11.

(Art. 3 del R. decreto-legge 13 novembre 1924, n. 1919).

L'iscrizione alla Cassa non è obbligatoria per gli impiegati dei Comuni, delle Amministrazioni provinciali e delle istituzioni pubbliche di beneficenza delle Provincie e dei territori di cui al precedente art. 6, iscritti a regolamenti o convenzioni speciali per le pensioni in vigore alla data di pubblicazione del presente decreto, finchè tali regolamenti o convenzioni non siano abrogati.

Sono considerati a tutti gli effetti come iscritti a regolamenti o convenzioni speciali per le pensioni gli impiegati degli Enti di cui al comma precedente iscritti o assicurati col concorso dell'Ente a Casse o fondi speciali che provvedono al trattamento di quiescenza e che abbiano sede nelle Provincie e nei territori indicati al predetto art. 6.

Art. 12.

(Art. 4, testo unico 17 giugno 1915, n. 968, e art. 3 del R. decreto-legge 13 novembre 1924, n. 1919).

Gli impiegati iscritti ai regolamenti o convenzioni speciali per le pensioni o alle Casse, istituti e fondi speciali di cui ai precedenti articoli 10 e 11, hanno facoltà di domandare di essere iscritti alla Cassa di previdenza, cessando la loro iscrizione ai regolamenti, convenzioni, Casse, istituti e fondi predetti.

Gli Enti hanno facoltà di iscrivere alla Cassa anche i propri impiegati già iscritti ai regolamenti, convenzioni, Casse, istituti e fondi speciali di cui al comma precedente, rimanendo salva, a carico degli Enti stessi, l'applicazione delle disposizioni o convenzioni più favorevoli agli impiegati.

Quando gli impiegati siano iscritti alla Cassa di previdenza, gli Enti sono tenuti al pagamento del contributo di cui al successivo art. 23.

Art. 13.

(Art. 5, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Le istituzioni pubbliche di beneficenza le quali da sole o, se dipendenti da una stessa Amministrazione, complessivamente, dispongono di una rendita netta inferiore alle L. 5000, non sono obbligate a corrispondere il contributo annuale di cui al successivo art. 23.

Gli impiegati di dette istituzioni, quando vogliono iscriversi alla Cassa, debbono corrispondere, oltre al proprio,

anche il contributo che farebbe carico all'istituzione pubblica di beneficenza, a meno che quest'ultima se ne assuma volontariamente l'onere.

Art. 14.

(Art. 6, testo unico 17 giugno 1915, n. 968, e art. 2 del R. decreto 4 febbraio 1923, n. 214).

Le istituzioni pubbliche di beneficenza contemplate dall'articolo precedente non possono assumere l'onere di alcun contributo, se non sono autorizzate dalla Giunta provinciale amministrativa.

Tale autorizzazione è pure necessaria nei casi contemplati dall'ultima parte del precedente art. 9, dal terzo comma del successivo art. 15 e dal secondo comma dell'art. 16.

Art. 15.

(Art. 3, legge 11 giugno 1916, n. 720).

Le istituzioni pubbliche di beneficenza le quali da sole o, se dipendenti da una stessa Amministrazione, complessivamente, dispongono di una rendita netta non inferiore alle L. 5000, sono obbligate a corrispondere il contributo annuale di cui al successivo art. 23 per i soli posti di impiegato che siano coperti da titolari aventi diritto ad acquistare la stabilità e che siano iscritti alla Cassa.

Il contributo di cui al comma precedente dev'essere in ogni caso corrisposto per i posti coperti da impiegati iscritti alla Cassa da epoca anteriore al 1° gennaio 1916.

Gli impiegati delle istituzioni pubbliche di beneficenza che non abbiano diritto ad acquistare la stabilità e non siano iscritti alla Cassa da epoca anteriore al 1° gennaio 1916, quando vogliono iscriversi, debbono corrispondere, oltre al proprio, anche il contributo che farebbe carico all'istituzione pubblica di beneficenza, a meno che quest'ultima se ne assuma volontariamente l'onere.

Art. 16.

(Art. 7, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Quando le Amministrazioni delle istituzioni pubbliche di beneficenza si valgano di insegnanti elementari, medici, segretari ed impiegati comunali e di altre categorie di personale, per le quali provvedono leggi speciali nei riguardi della pensione, sono esonerate da ogni contributo.

I funzionari anzidetti possono iscriversi alla Cassa di previdenza nella loro qualità di impiegati delle istituzioni pubbliche di beneficenza, corrispondendo, oltre al contributo proprio, anche quello dell'Ente, quando quest'ultimo non se ne assuma volontariamente l'onere.

Art. 17.

(Art. 277, R. decreto 25 febbraio 1924, n. 540).

Gli impiegati iscritti alla Cassa di previdenza addetti ai servizi comunali del dazio consumo che, per effetto della cessione in appalto della riscossione del dazio, passino alla dipendenza dell'appaltatore, restano iscritti alla Cassa continuando a corrispondere i contributi personali.

Nei primi cinque giorni di ogni mese l'appaltatore versa alla cassa comunale l'importo mensile dei contributi personali dovuti dagli impiegati salvo rivalsa all'atto del pagamento degli stipendi.

Art. 18.

(Art. 1, R. decreto-legge 28 dicembre 1924, n. 2279).

I Monti di pietà, assegnati alla prima categoria ai sensi e per gli effetti del R. decreto 14 giugno 1923, n. 1369, ed i loro impiegati, continuano a rimanere iscritti alla Cassa di previdenza.

Art. 19.

Gli impiegati iscritti alla Cassa di previdenza che siano assunti in regolare servizio presso consorzi di bonifica aventi carattere di pubblica Amministrazione, hanno la facoltà di rimanere iscritti o di essere reiscritti alla Cassa anche durante tale servizio corrispondendo i contributi personali, purchè ne facciano domanda entro un anno dalla data di assunzione in servizio presso i consorzi predetti.

I consorzi che abbiano alla propria dipendenza impiegati che si siano avvalsi della facoltà di cui al comma precedente, sono obbligati a corrispondere per i relativi posti, il contributo di cui al successivo art. 23.

Nei primi cinque giorni di ogni mese il consorzio versa alla cassa del Comune in cui ha sede, l'importo mensile dei contributi propri e di quelli personali dovuti dagli impiegati iscritti, salvo rivalsa, per i contributi personali, all'atto del pagamento degli stipendi.

Art. 20.

(Art. 8, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

L'iscrizione a carico dell'Ente e dell'impiegato è irrevocabile, salvo quanto è disposto dal successivo art. 21.

Art. 21.

(Art. 8, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Gli impiegati iscritti alla Cassa, i quali passino alla dipendenza di privati per effetto della cessione dell'azienda municipalizzata o della cessione in appalto del servizio già tenuto in gestione diretta dagli Enti, hanno la facoltà di rimanere iscritti alla Cassa fino a che rimangano adibiti al medesimo servizio, sottoponendosi al pagamento del contributo proprio e di quello dell'Ente, da commisurarsi sull'ultimo stipendio percepito presso gli Enti stessi e da versarsi direttamente ed in unica soluzione alle sezioni di Regia tesoreria provinciale entro il 31 dicembre dell'anno cui il contributo si riferisce.

Eguale facoltà è data, alle medesime condizioni, agli impiegati delle istituzioni pubbliche di beneficenza i quali continuano a prestare servizio presso l'Ente anche dopo che esso abbia perduto il carattere di istituzione di beneficenza, o la sua rendita netta sia divenuta inferiore alle L. 5000, a meno che in quest'ultimo caso, l'Ente, ai sensi dei precedenti articoli 13 e 14, mantenga l'iscrizione alla Cassa di previdenza.

La facoltà di cui ai due comma precedenti dev'essere esercitata entro un anno dal verificarsi degli eventi ivi previsti.

Decadono dall'iscrizione di cui ai comma precedenti gli iscritti che entro il 31 marzo di ciascun anno non abbiano effettuato il totale versamento dei contributi dell'anno precedente.

Gli impiegati che non si avvalgano della suaccennata facoltà e quelli che decadano dall'iscrizione possono ottenere il rimborso dei contributi personali coi relativi interessi composti al saggio d'interesse delle tabelle annesse al presente decreto; e qualora abbiano compiuto il periodo minimo di servizio rispettivamente prescritto, possono conseguire l'indennità di cui al successivo art. 31 o la pensione di cui alla lettera *a*) dell'art. 32.

Agli impiegati che al verificarsi degli eventi previsti al primo o al secondo comma del presente articolo, ovvero successivamente, cessino dal servizio, si applicheranno le dispo-

sizioni di cui al comma precedente. Tali disposizioni sono applicabili anche agli impiegati delle aziende municipalizzate i quali cessino dal servizio per la soppressione dell'azienda.

Art. 22.

(Art. 11, testo unico 17 giugno 1915, n. 968, e art. 1, R. decreto 7 ottobre 1923, n. 2349).

Il contributo ordinario annuale a carico degli impiegati iscritti alla Cassa è fissato nella misura del 7 per cento degli stipendi effettivi, e vien corrisposto mediante ritenuta all'atto del loro pagamento rateale.

Quando nell'ammontare dello stipendio su cui va calcolato il contributo, vi siano frazioni di 10 lire, la somma che eccede le cinque lire è calcolata per 10 lire intere, in caso diverso non è calcolata.

Art. 23.

(Art. 12, testo unico 17 giugno 1915, n. 968, e art. 1, R. decreto 7 ottobre 1923, n. 2349).

Il contributo annuale a carico degli Enti è fissato nella misura del 9 per cento degli stipendi, determinati come al secondo comma del precedente art. 22, corrisposti agli impiegati iscritti e a quelli delle categorie comprese nei precedenti articoli da 5 a 7, con servizi anteriori alle date rispettivamente ivi indicate, che non si siano avvalsi della facoltà di iscrizione alla Cassa, salvo quanto è disposto per le istituzioni pubbliche di beneficenza dai precedenti articoli da 13 a 16, e ferme restando le disposizioni dell'art. 38 del R. decreto 30 dicembre 1923, n. 3184.

Quando i posti stabiliti per legge o per organico siano vacanti, o gli impiegati di cui all'ultimo comma del precedente art. 5 cessino dal servizio permanendo tuttavia in bilancio lo stanziamento del relativo stipendio, gli Enti sono tenuti a versare alla Cassa, oltre il contributo di cui al comma precedente, anche quello dell'impiegato prescritto dal precedente art. 22.

Gli Enti non sono soggetti al contributo di cui al presente articolo per gli impiegati iscritti a regolamenti, convenzioni, Casse, istituti o fondi speciali di pensione in vigore ai termini dei precedenti articoli 10 e 11.

Sono esonerati da tale contributo anche le aziende municipalizzate limitatamente agli impiegati a favore dei quali al 1° gennaio 1914 era assicurato un trattamento di riposo in base a disposizioni regolamentari.

Art. 24.

(Art. 13, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

In caso di servizio prestato da un impiegato simultaneamente presso due o più degli Enti di cui ai precedenti articoli 1 e 18, i contributi, tanto per gli impiegati che per gli Enti, sono ripartiti in ragione degli stipendi corrisposti all'impiegato medesimo.

Art. 25.

(Art. 14, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Gli impiegati o altri a loro favore possono fare depositi volontari che non superino per ogni anno il quarto dello stipendio, e da accreditarsi in appositi conti individuali, insieme ai rispettivi interesssi annuali, valutati in base al 98 per cento del saggio medio d'investimento dei fondi della Cassa di previdenza, riservando il residuo 2 per cento del saggio medesimo per le relative spese di amministrazione.

Il capitale formato coi depositi volontari dell'impiegato è liquidato al titolare, ovvero agli eredi legittimi o testamentari, all'atto della cessazione dal servizio, qualunque ne sia la ragione e qualunque la durata del servizio prestato. In mancanza di eredi il capitale stesso è devoluto alla Cassa di previdenza.

I depositanti ai quali venga conferita una pensione possono chiedere che il capitale costituito coi depositi volontari personali sia trasformato in assegno vitalizio, esente dalla ritenuta di cui al successivo art. 29, da aggiungersi alla pensione.

Il capitale formato coi depositi volontari fatti da altri è liquidato a favore dell'impiegato, o della sua vedova, o dei suoi orfani minorenni che si trovino nella condizione di cui al successivo art. 36, all'atto della cessazione dal servizio, qualunque ne sia la ragione e qualunque la durata del servizio prestato. Quando l'impiegato cessi dal servizio con diritto a pensione, il capitale stesso viene trasformato in assegno vitalizio a favore dell'impiegato pure esente dalla ritenuta di cui al successivo art. 29, a supplemento della pensione, sempre che non vi sia disposizione contraria da parte del depositante.

Art. 26.

(Art. 15 testo unico 17 giugno 1915, n. 968; articoli 1 e 2 R. decreto-legge 15 settembre 1923, n. 2023; articoli 1, 2 e 3 R. decreto-legge 25 settembre 1924, n. 1587).

Gli Enti di cui ai precedenti articoli 1, 8 e 18 debbono comunicare alla Prefettura entro il mese di gennaio di ogni anno l'elenco dei posti di impiegato, dei rispettivi titolari e degli stipendi stabiliti per l'anno in corso, anche in caso di vacanza del posto, con l'indicazione, per le variazioni in confronto agli anni precedenti, della precisa data della loro decorrenza.

Gli Enti di cui al precedente art. 19 comunicheranno invece le notizie sopraddette solo per quei posti coperti da impiegati che si siano avvalsi della facoltà di cui allo stesso art. 19 e al successivo art. 62.

Agli Enti che non inviano alla Prefettura entro il mese di gennaio le notizie di cui ai commi precedenti potrà essere inflitta con decreto del Prefetto, una penalità in misura non superiore al 5 per cento dei contributi complessivamente dovuti.

Tale penalità, per la quale gli Enti hanno diritto di rivalsa sui propri impiegati responsabili, sarà compresa in un elenco speciale da trasmettersi all'Amministrazione centrale ed in apposito ruolo da passarsi in riscossione con le stesse modalità e privilegi stabiliti per la riscossione dei contributi.

Contro l'applicazione di tale penalità gli Enti hanno diritto di ricorrere al Ministero dell'interno.

La Prefettura, in base alle notizie di cui ai primi due commi del presente articolo, nonchè a quelle risultanti dagli atti di ufficio, compila gli elenchi generali dei contributi spettanti alla Cassa di previdenza ed i relativi ruoli, trasmettendo i primi alla Direzione generale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza, ed i secondi alla sezione di Regia tesoreria provinciale per la riscossione, entro il mese di maggio dell'anno cui si riferiscono.

Per gli Enti che non abbiano inviate le notizie prescritte prima della compilazione degli elenchi generali, la Prefettura comprenderà in questi ultimi e nei relativi ruoli i contributi a tali Enti addebitati nell'anno precedente, salvi gli eventuali ricuperi o rimborsi da effettuarsi successivamente.

Durante l'anno, dopo la compilazione dell'elenco generale, possono essere compilati elenchi e ruoli suppletivi per il versamento dei contributi non compresi nell'elenco generale.

Un estratto degli elenchi generali e di quelli suppletivi è trasmesso ai singoli Enti contemporaneamente all'invio dei ruoli corrispondenti alla sezione di Regia tesoreria provinciale.

Gli Enti, appena abbiano ricevuto dalla Prefettura gli estratti degli elenchi generali notificheranno agli interessati l'importo dei contributi personali posti a loro carico.

Se i contributi liquidati dalla Prefettura fossero inferiori a quelli effettivamente dovuti, entro tre mesi dalla data di ricevimento dell'estratto gli Enti indicheranno alla Prefettura la differenza in più dovuta precisando gli aumenti e le decorrenze degli stipendi.

Qualora gli Enti, entro il termine di cui al comma precedente, non abbiano segnalata la differenza dei contributi in meno liquidati, la Prefettura, venendone a conoscenza, disporrà il ricupero dei contributi ancora dovuti ed applicherà agli inadempienti una penalità pari alla metà dei contributi stessi, con le norme stabilite dal quarto comma del presente articolo, salvo il diritto di ricorso ai sensi del quinto comma dell'articolo medesimo.

I contributi, nella misura complessiva stabilita dal presente decreto, sono pagati direttamente dagli Enti, salvo il diritto di rivalsa sugli stipendi per le quote a carico degli impiegati iscritti alla Cassa e debbono essere versati, se compresi nell'elenco generale, una volta all'anno nel mese di giugno, e se compresi negli elenchi suppletivi, nei termini stabiliti dal regolamento.

Art. 27.

(Art. 16, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Quando nasca controversia sulla iscrizione alla Cassa o sul pagamento dei contributi, questa verrà risoluta nel modo seguente:

a) con decisione della Giunta provinciale amministrativa, quando la controversia sia fra Comuni o fra aziende speciali o fra istituzioni di beneficenza della stessa Provincia o fra detti Enti fra loro o con l'Amministrazione provinciale, oppure fra le singole Amministrazioni e i rispettivi impiegati.

Contro i provvedimenti della Giunta provinciale amministrativa è ammesso il ricorso al Ministero dell'interno;

b) con decisione del Ministero anzidetto, sentiti la Direzione generale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza e il Consiglio di Stato, quando la controversia sia tra Enti di diverse Provincie, e nei casi di ricorso tanto degli Enti quanto degli impiegati contro gli accertamenti degli elenchi dei contributi.

Il termine utile per la presentazione dei ricorsi è fissato in giorni trenta a datare, per gli Enti, dal giorno in cui l'estratto dell'elenco è ad essi pervenuto, e per gli impiegati dal giorno della comunicazione ad essi fatta dall'Amministrazione da cui dipendono.

Contro le decisioni del Ministero dell'interno gli interessati e la Direzione generale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza possono ricorrere alla IV sezione del Consiglio di Stato, o al Re in via straordinaria.

Le controversie relative sia all'istituzione dei posti di impiegato, deliberata d'ufficio dalle competenti autorità, che all'imposizione dei contributi, non ne sospendono il versamento, ma è però fatto salvo il ricupero o il rimborso dei contributi, che risultassero pagati in meno o in più, secondo la risoluzione della vertenza.

Art. 28.

(Art. 17, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Se l'Amministrazione del Comune o della Provincia non abbia eseguito nei termini di cui al precedente art. 26 il pagamento delle somme dovute alla Cassa, l'esattore comunale o il ricevitore provinciale, dietro ordine dell'Intendenza di finanza, ne ritiene l'ammontare nel versamento della prima rata bimestrale successiva della sovrimposta comunale o provinciale, o, in difetto di questa, della prima rata degli altri proventi comunali o provinciali, la cui riscossione sia affidata all'esattore o al ricevitore predetti.

Analogamente se l'Amministrazione dell'istituzione pubblica di beneficenza non abbia eseguito nei termini suindicati il pagamento delle somme dovute alla Cassa, l'esattore comunale od il tesoriere o cassiere speciale ne ritiene l'ammontare sulla prima rata successiva delle rendite dell'istituzione di beneficenza, la cui riscossione sia ad esso affidata.

Se l'Amministrazione dell'azienda speciale non abbia eseguito nei termini prescritti il pagamento delle somme dovute alla Cassa, l'esattore comunale o il cassiere speciale deve effettuarne il versamento entro venti giorni dalla scadenza dei ruoli.

La mancanza di fondi in cassa non esonera l'esattore comunale, il ricevitore provinciale ed il tesoriere o il cassiere speciale dal predetto obbligo. In tale caso essi devono anticipare le somme necessarie e ne percepiscono, a carico dell'Ente, l'interesse dal 4 per cento dalla data dei pagamenti.

Se l'esattore, il ricevitore o il cassiere speciale non eseguiscono l'ordine di ritenuta o ritardano il versamento, si applicano le disposizioni della legge sulla riscossione delle imposte dirette, e si può procedere contro di loro all'esecuzione per mezzo dell'Intendenza di finanza.

Le multe a carico degli esattori, dei ricevitori e dei tesorieri o cassieri speciali vanno a beneficio della Cassa.

Se l'esattoria comunale, la ricevitoria provinciale, o la tesoreria speciale sono sprovviste di titolare, oppure se l'esattore, il ricevitore e il tesoriere o cassiere speciale, non abbiano in riscossione rendite o proventi dell'Ente liberi da vincoli e in misura sufficiente, la delegazione del tesoro dispone che sulle somme dovute dall'Ente sia liquidato l'interesse di mora nella misura del 4 per cento dal giorno della scadenza a quello del pagamento.

Le disposizioni di questo articolo e del precedente art. 26, sono applicabili anche agli esattori comunali, ai tesorieri o cassieri speciali delle istituzioni pubbliche di beneficenza o delle aziende speciali, nominati anteriormente al 1° luglio 1924 nelle Provincie e nei territori indicati al precedente art. 6.

Quando sia stata esperita la procedura privilegiata senza aver potuto ottenere il pagamento dei contributi spettanti alla Cassa, il Consiglio permanente di amministrazione della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza potrà dichiarare decadute le istituzioni pubbliche di beneficenza e le aziende speciali e i rispettivi impiegati dai benefici della Cassa di previdenza.

In tal caso gli impiegati avranno diritto al rimborso dei contributi personali coi relativi interessi, oppure di rimanere iscritti alla Cassa, pagando, oltre i propri, anche i contributi dell'Ente.

Qualora l'impiegato si fosse precedentemente assunto l'onere dei contributi dell'Ente, non potrà conseguire alcun rimborso, ma conserverà il diritto alla valutazione, agli effetti del successivo art. 42, dei servizi per i quali furono versati i contributi.

Le istituzioni pubbliche di beneficenza e le aziende speciali che hanno un tesoriere o cassiere speciale, alla scadenza degli attuali contratti, stabiliranno nei nuovi capitolati, da stipularsi coi tesorieri o cassieri, la clausola di decadenza per il caso di mancato versamento dei contributi alla Cassa di previdenza.

Art. 29.

(Art. 18, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Le pensioni liquidate dalla Cassa di previdenza sono soggette alla ritenuta del 2 per cento a favore della Cassa stessa.

Sono esenti da tale ritenuta le pensioni delle vedove e degli orfani.

Art. 30.

(Art. 19, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

La Cassa depositi e prestiti, per conto della Cassa di previdenza, riscuote le entrate previste dal precedente art. 3 per collocarle in impiego fruttifero a favore dell'Istituto.

I beni immobili o mobili infruttiferi, che per donazione, legato o qualsiasi altro titolo pervengano alla Cassa di previdenza, sono alienati e convertiti in denaro per essere collocati in impiego fruttifero, in conformità della legge e del regolamento sulla contabilità generale dello Stato.

I fondi sono impiegati nel più breve tempo possibile e nel migliore interesse della Cassa di previdenza nelle forme consentite dagli articoli da 68 a 71 del testo unico 2 gennaio 1913, n. 453, libro II, parte 1ª.

TITOLO II.

Indennità e pensioni.

Art. 31.

(Art. 22, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Ha diritto ad una indennità per una sola volta l'impiegato iscritto alla Cassa di previdenza, che dopo dieci anni compiuti e prima di venti anni di servizio utile sia divenuto inabile a continuare il servizio per infermità, o sia dispensato dall'impiego per inettitudine sopravvenuta, o cessi dal servizio per soppressione di posto, o passi alla dipendenza dello Stato non per effetto di disposizioni legislative.

L'indennità dovuta è uguale ai tre quarti del valore capitale della pensione teorica, determinata in base alle disposizioni dei primi due commi del successivo art. 33 calcolato mediante l'applicazione della tabella *B*, annessa al presente decreto, e con le norme in essa indicate.

Art. 32.

(Articoli 20 e 21, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Ha diritto a conseguire la pensione l'impiegato iscritto alla Cassa di previdenza nei seguenti casi:

a) quando dopo 20 anni di servizio utile sia divenuto, per infermità, inabile a continuarlo od a riassumerlo, o sia dispensato dall'impiego per sopravvenuta inettitudine, o cessi dal servizio per soppressione di posto o sia passato alla dipendenza dello Stato non per effetto di disposizioni legislative;

b) quando cessi dal servizio con 40 anni di servizio utile ovvero con 65 anni di età e 25 di servizio utile;

c) quando, per ferite o per altre lesioni traumatiche riportate a cagione diretta e immediata dell'esercizio delle proprie funzioni, sia divenuto permanentemente inabile a prestare ulteriore servizio, qualunque sia la durata del servizio stesso;

d) quando, dopo 25 anni di servizio utile, cessi dal servizio per cause ed in condizioni diverse da quelle di cui alle lettere *a*), *b*) e *c*) del presente articolo.

Art. 33.

(Articoli 21 e 25, testo unico 17 giugno 1915, n. 968, articoli 6, 7, 9 e 10 R. decreto 7 ottobre 1923, n. 2349).

La pensione da corrispondersi all'impiegato iscritto alla Cassa nei casi previsti dal presente decreto, è liquidata in base agli stipendi goduti dall'impiegato sui quali venne corrisposto il contributo, mediante l'applicazione della tabella *A* unita al presente decreto, e secondo le norme in essa indicate.

Per gli impiegati che cessino dal servizio per una delle cause contemplate nelle lettere *a*) e *c*) del precedente art. 32 o nelle condizioni previste dalla lettera *b*) dell'articolo stesso, gli stipendi utili agli effetti della pensione relativi ai servizi anteriori al 1° gennaio 1920, saranno aumentati, ai fini della liquidazione della pensione, secondo le seguenti aliquote:

300 per cento per i servizi prestati fino al 31 dicembre 1907;

200 per cento per i servizi prestati dal 1° gennaio 1908 al 31 dicembre 1919.

La pensione di cui alla lettera *c*) del precedente art. 32 non deve mai essere inferiore ai due terzi dell'ultimo stipendio per l'impiegato avente 25 o più anni di servizio utile, nè alla metà dello stipendio stesso per l'impiegato con meno di 25 anni di servizio utile.

In nessun caso la pensione può eccedere i nove decimi della media del miglior triennio di stipendio goduto dall'impiegato, e se risulta inferiore a L. 1200 viene elevata a tale somma, senza superare però lo stipendio dell'ultimo anno di servizio.

Per la determinazione degli anni di servizio e dell'età degli impiegati nell'applicazione delle tabelle *A* e *B*, quando risulti una frazione di anno, il periodo che eccede sei mesi è calcolato per un anno intero, in caso diverso non è calcolato.

Gli stipendi da prendersi per base nell'applicazione del presente articolo sono calcolati con la norma di cui al secondo comma del precedente art. 22.

Art. 34.

(Art. 23, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

L'inabilità fisica dell'impiegato è accertata da visita medica collegiale colle norme determinate nel regolamento.

La spesa della visita medica è a carico dell'impiegato.

Art. 35.

L'impiegato iscritto che dopo aver lasciato il servizio domandi l'indennità di cui al precedente art. 31 per infermità ovvero la pensione di cui alla lettera *a*) dell'art. 32 pure per infermità, deve provare che tale infermità è la stessa o è conseguenza di quella per cui dovette abbandonare il servizio.

Perde il diritto alla pensione o all'indennità di cui al comma precedente, l'iscritto che non chieda l'accertamento dell'inabilità entro tre anni dalla cessazione dal servizio.

Art. 36.

(Art. 24, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

La vedova dell'impiegato iscritto alla Cassa, non separata legalmente dal marito per sentenza passata in giudicato pronunziata per di lei colpa, ha diritto ad una indennità se l'impiegato muore in attività di servizio o entro un triennio dalla cessazione di esso, dopo 10 anni compiuti e prima di

20 anni di servizio utile, sempre che il matrimonio sia stato contratto almeno un anno prima della cessazione dal servizio, ovvero vi sia prole, ancorchè postuma, di matrimonio più recente.

In mancanza della vedova, o quando questa non vi abbia diritto, l'indennità spetta agli orfani purchè minorenni ed alle orfane minorenni che siano inoltre nubili.

L'indennità è pari ai due terzi di quella che sarebbe spettata all'impiegato il giorno della morte, secondo la disposizione stabilita dal precedente art. 31.

Allorquando la vedova viva separata da tutti o da qualcuno degli orfani, e in ogni caso, quando vi siano orfani di precedente matrimonio, l'indennità sarà ripartita per metà alla vedova e per l'altra metà agli orfani in parti uguali; se ve n'è uno solo, per tre quarti alla vedova e l'altro quarto all'orfano.

Gli orfani di impiegate iscritte, anche se abbiano il padre vivente, nonchè gli orfani di padre e di madre ambedue iscritti alla Cassa di previdenza, hanno diritto rispettivamente all'indennità, o alle due distinte indennità nella misura sopra indicata.

Art. 37.

(Art. 24, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

La vedova che si trovi nelle condizioni indicate nel primo comma del precedente art. 36, ha diritto di conseguire la pensione:

a) quando l'impiegato dopo 20 anni e prima di 25 di servizio utile, muoia in attività di servizio o entro tre anni dalla cessazione di esso;

b) quando l'impiegato muoia dopo 25 anni di servizio utile;

c) quando l'impiegato muoia in pensione.

In mancanza della vedova, o quando questa non vi abbia diritto o il suo diritto cessi, la pensione spetta agli orfani che si trovino nelle condizioni di cui al precedente art. 36.

Gli orfani che si trovano in uno dei casi di cui all'ultimo comma dello stesso art. 36, hanno diritto rispettivamente alla pensione, o alle due distinte pensioni, nella misura stabilita dal successivo art. 38.

Art. 38.

(Art. 24, testo unico 17 giugno 1915, n. 968;
art. 4, R. decreto 7 ottobre 1923, n. 2349).

La pensione spettante alla vedova e agli orfani che si trovino nelle condizioni di cui ai precedenti articoli 36 e 37, è stabilita in base ad una aliquota della pensione liquidata o che sarebbe spettata all'iscritto, nella misura seguente:

a) vedova senza prole, il 50 per cento;

b) vedova con orfani aventi diritto a pensione:
con un orfano, il 60 per cento;
con due orfani, il 65 per cento;
con tre orfani, il 70 per cento;
con quattro o più orfani, il 75 per cento;

c) orfani soli aventi diritto a pensione:
un orfano, il 40 per cento;
due o tre orfani, il 50 per cento;
quattro o più orfani, il 60 per cento.

Quando la vedova viva separata da tutti o da qualcuno degli orfani, e, in ogni caso, quando vi siano orfani di precedente matrimonio del marito, la pensione, calcolata come alla precedente lettera *b*), viene così ripartita:

il 40 per cento della pensione del marito, alla vedova;
il rimanente, diviso in parti eguali, fra tutti gli orfani.

Al diminuire del numero dei compartecipi, la misura della pensione sarà variata in conformità delle percentuali suindicate.

La misura della pensione liquidata alla vedova con o senza prole o agli orfani non può essere inferiore alle L. 780, senza superare però lo stipendio dell'ultimo anno di servizio.

Art. 39.

(Art. 24, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

La vedova dell'impiegato iscritto alla Cassa, non separata legalmente dal marito per sentenza passata in giudicato, pronunziata per di lei colpa, quando l'iscritto sia cessato dal servizio o sia morto per causa avveratasi dopo il matrimonio e che sia fra quelle considerate dalla lettera *c*) del precedente art. 32, ha diritto alla pensione qualunque sia la durata dei servizi prestati dall'iscritto, in misura eguale a quella che sarebbe spettata o che fu conferita al l'impiegato.

In mancanza della vedova o quando questa non vi abbia diritto o il suo diritto cessi, la pensione, nella misura di cui al comma precedente, spetta agli orfani che si trovino nelle condizioni di cui al secondo comma del precedente art. 36.

Quando si verifichi il caso di cui al secondo comma del precedente art. 38, la pensione viene ripartita per metà alla vedova e per l'altra metà in parti eguali agli orfani, oppure, se ve ne sia uno solo, per tre quarti alla vedova e per un quarto all'orfano.

Art. 40.

(Art. 24, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

La vedova che passa ad altre nozze perde il diritto alla pensione.

Gli orfani e le orfane perdono il diritto alla pensione con la maggiore età, e le orfane anche in età minore, se contraggono matrimonio.

Art. 41.

(Art. 27, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Il diritto a conseguire l'indennità o la pensione si perde dall'impiegato:

1° per condanna che abbia per effetto o nella quale sia applicata l'interdizione perpetua dai pubblici uffici;

2° per condanna a qualunque pena per reati di peculato, corruzione o concussione.

Il diritto perduto viene reintegrato nei casi di riabilitazione, a decorrere dalla data del relativo decreto.

Art. 42.

(Art. 28, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

L'esercizio del diritto a conseguire l'indennità o la pensione e il godimento della pensione già conseguita rimangono sospesi nel caso di condanna che abbia per effetto o nella quale sia applicata l'interdizione temporanea dai pubblici uffici, fino a che non sia intieramente decorsa la durata assegnata all'interdizione o la condanna non sia estinta.

Art. 43.

(Art. 29, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Nei casi di perdita o di sospensione del diritto a conseguire l'indennità o la pensione per effetto di condanna penale, al coniuge ed alla prole si liquida l'indennità o la pensione cui

avrebbero avuto diritto se l'impiegato fosse morto il giorno in cui la condanna divenne irrevocabile.

Qualora l'impiegato venga a riacquistare il diritto al conseguimento dell'indennità o della pensione, se al coniuge o alla prole erasi liquidata l'indennità, ne viene detratto l'ammontare da quella da pagarsi all'impiegato stesso: se erasi liquidata la pensione, questa cessa immediatamente.

Art. 44.

(Art. 25, testo unico 17 giugno 1915, n. 968, e art. 2, decreto-legge Luogotenenziale 3 luglio 1919, n. 1426).

Il servizio utile per il conseguimento dell'indennità o della pensione è quello prestato dagli impiegati di cui ai precedenti articoli 1, 8, da 17 a 19 e 21, con iscrizione alla Cassa di previdenza cui corrisponda il versamento dei contributi ordinari e straordinari stabiliti dal presente decreto.

Per gli effetti del presente decreto si cumula il servizio prestato con iscrizione alla Cassa presso gli Enti indicati negli articoli citati al comma precedente.

E' pure calcolato utile il servizio militare che l'impiegato presti posteriormente alla sua iscrizione alla Cassa di previdenza e con interruzione di carriera, purchè paghi il contributo proprio e quello dell'Ente per il tempo della permanenza sotto le armi.

Nessun conferimento di indennità o di pensione potrà esser fatto all'impiegato, alla sua vedova o ai suoi orfani se l'impiegato non abbia contribuito alla Cassa di previdenza, per dieci anni compiuti di iscrizione, eccezione fatta per i casi di cui ai precedenti articoli 32, lettera *c*), e 39.

Ove però l'iscritto abbia ottenuto il riscatto di servizi di cui al successivo articolo 66, il periodo così riscattato è utile per il computo del decennio di contribuzione.

La norma di cui al comma precedente si applica anche nel caso di riscatto di servizi ai sensi degli articoli 7, 8 e 9 della legge 20 dicembre 1914, n. 1382, ma le quote eventualmente ancora dovute saranno trattenute sulla indennità o sulla pensione.

E' pure computabile per il decennio predetto il periodo di servizio prestato con iscrizione ai regolamenti o convenzioni speciali per le pensioni o alle Casse, istituti o fondi speciali ai termini dei precedenti articoli 10 e 11, e quello reso allo Stato.

Art. 45.

(Art. 25, testo unico 17 giugno 1915, n. 968, e art. 8 R. decreto 7 ottobre 1923, n. 2344).

Le campagne di guerra sono valutate in aumento della misura dell'indennità o della pensione come altrettanti anni di servizio dopo compiuto il periodo minimo di servizio effettivo necessario per il conseguimento dell'indennità o della pensione stessa, senza che l'iscritto debba pagare alla Cassa alcun contributo per il periodo di tempo corrispondente.

Tale aumento è calcolato in una frazione dell'indennità o della pensione valutata in base al servizio effettivo, avente per numeratore il numero delle campagne di guerra e per denominatore il numero di anni di servizio effettivo in base a cui è stata determinata l'indennità o la pensione.

La quota d'indennità o il valore capitale relativo all'aumento della pensione dipendenti dal riconoscimento delle campagne di guerra, verranno corrisposti alla Cassa di previdenza, all'atto delle singole liquidazioni, dal Ministero dell'interno.

Art. 46.

(Art. 26, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Il tempo trascorso in aspettativa per motivi di salute ovvero in disponibilità è calcolato per intero agli effetti dell'indennità o della pensione.

Durante tale periodo di tempo i contributi degli Enti e quelli personali sono liquidati sullo stipendio goduto dall'iscritto all'atto del collocamento in aspettativa o in disponibilità, ma l'Ente ha diritto di rivalsa verso l'iscritto soltanto del contributo personale, in proporzione dello stipendio effettivamente corrisposto durante l'interruzione di servizio.

Il tempo trascorso in aspettativa per motivi di famiglia non è calcolato.

Art. 47.

(Art. 30, testo unico 17 giugno 1915, n. 968, e art. 5, R. decreto-legge 13 novembre 1924, n. 1919).

Agli impiegati iscritti alla Cassa è riconosciuto utile per il conseguimento dell'indennità o della pensione, il servizio prestato con l'iscrizione a regolamenti o convenzioni speciali o alle Casse, istituti o fondi speciali per le pensioni ai termini dei precedenti articoli 10 e 11.

L'indennità o la pensione è in tal caso liquidata ai termini del presente decreto considerando, per i servizi resi anteriormente al 1° luglio 1924 presso gli Enti di cui al precedente art. 6, con iscrizione a regolamenti, convenzioni, Casse, istituti o fondi speciali di pensione, che gli stipendi siano stati percepiti in misura eguale a quella goduta alla data predetta.

La indennità o la pensione in tal modo liquidata è ripartita a carico della Cassa di previdenza e degli Enti presso cui il servizio di cui ai commi precedenti fu prestato, in proporzione delle durate dei servizi rispettivamente resi con iscrizione alla Cassa e alla dipendenza degli Enti predetti.

Agli effetti di tale riparto le durate di servizio sono computate in mesi interi trascurando le frazioni di mese.

Il pagamento dell'intera indennità o dell'intera pensione è sempre fatto direttamente dalla Cassa di previdenza, che si rivale sugli Enti della quota messa a loro carico con la procedura stabilita per l'esazione dei contributi. La quota di indennità a carico degli Enti non viene pagata se non quando la relativa liquidazione sia divenuta definitiva o per decorrenza di termini o per accettazione dei singoli interessati o per decisione della Corte dei conti.

Quando la quota messa a carico dell'Ente deriva da servizi prestati con iscrizione o assicurazione, ai termini del secondo comma del precedente art. 10, alla Cassa nazionale delle assicurazioni sociali, all'Istituto nazionale delle assicurazioni e ad altri istituti assicurativi che provvedono al trattamento di quiescenza, ovvero alle Casse, istituti o fondi speciali, ai termini del secondo comma dell'art. 11, l'Ente è sostituito all'iscritto o all'assicurato negli eventuali diritti verso le Casse, istituti o fondi speciali suaccennati, sino a concorrenza dell'onere messo a suo carico.

Rimangono salve in ogni caso, a carico degli Enti o delle Casse, istituti o fondi speciali di cui al comma precedente, le disposizioni dei relativi regolamenti o convenzioni di pensione che siano più favorevoli per l'impiegato.

Art. 48.

Nei casi di cui al precedente art. 47 se l'impiegato o la sua vedova o i suoi orfani, per il servizio prestato presso uno o più Enti con iscrizione a regolamenti o convenzioni speciali di pensione, o alle Casse, istituti o fondi speciali di cui all'articolo medesimo, abbiano ottenuto la restituzione dei contributi versati o conseguito l'indennità, la quota di indennità o di pensione liquidata dalla Cassa a carico dell'Ente secondo le norme dell'articolo stesso, viene diminuita con le norme seguenti:

a) dalla quota di indennità si detrae il capitale già corrisposto aumentato dei relativi interessi semplici al saggio legale;

b) dalla quota di pensione si detrae la rendita annua vitalizia equivalente al capitale già corrisposto, aumentato dei relativi interessi semplici al saggio legale, valutata in base ad apposite tabelle da approvarsi con decreto del Ministro per le finanze.

La Cassa di previdenza pagherà soltanto la quota residuale.

Quando l'iscritto o la sua vedova o i suoi orfani abbiano già conseguito la pensione da uno o più degli Enti, Casse, istituti o fondi speciali di cui al precedente art. 47, la pensione stessa viene imputata alla quota liquidata a carico dell'Ente, con le norme seguenti:

c) dalla quota di indennità, si detrae il valore capitale della pensione già conseguita, calcolato con l'applicazione delle tabelle di cui alla precedente lettera b);

d) dalla quota di pensione, si detrae la pensione già conseguita.

La Cassa di previdenza pagherà soltanto la quota residuale.

Nel caso previsto dai due commi precedenti, quando l'iscritto abbia già riscosso rate di pensione a carico di uno o più degli Enti, Casse, istituti o fondi speciali sopraccennati per i servizi prestati presso gli Enti di cui al primo comma del presente articolo, il cumulo di tali servizi con i servizi successivi, ai sensi e per gli effetti del precedente art. 47 e del presente articolo, è subordinato al rimborso a favore dell'Ente delle quote di pensione già percepite con i relativi interessi semplici al saggio legale, da eseguirsi in unica soluzione ovvero ratealmente mediante trattenuta dell'intera pensione liquidata dalla Cassa di previdenza e degli eventuali accessori.

Art. 49.

L'indennità o la pensione a favore dell'impiegato che abbia prestato servizi presso due o più Enti di cui ai precedenti articoli 1 e 18 con iscrizione a regolamenti o convenzioni speciali di pensione o alle Casse, istituti o fondi speciali di cui al precedente art. 47, o della sua vedova o dei suoi orfani, anche se non siavi stata iscrizione alla Cassa di previdenza, viene liquidata dalla Cassa medesima, in base alle norme stabilite dal presente decreto, considerando per i servizi resi anteriormente al 1° luglio 1924 presso gli Enti di cui al precedente art. 6 con iscrizione a regolamenti, convenzioni, Casse, istituti o fondi speciali di pensione, che gli stipendi siano stati percepiti in misura eguale a quella goduta alla data predetta.

L'indennità o la pensione in tal modo liquidata è ripartita a carico degli Enti presso cui tali servizi furono prestati in proporzione delle durate dei servizi rispettivamente resi presso gli Enti stessi.

Il pagamento dell'intera indennità o dell'intera pensione, viene fatto direttamente dalla Cassa di previdenza, quando l'indennità o la pensione siano divenute definitive o per decorrenza di termini o per accettazione dei singoli Enti interessati o per decisione della Corte dei conti.

La Cassa di previdenza si rivale sugli Enti delle quote messe a loro carico, con la procedura stabilita per l'esazione dei contributi.

Quando ricorrano i casi previsti dai due ultimi commi del precedente art. 47 e dall'art. 48, sono applicabili le disposizioni ivi stabilite.

Art. 50.

(Art. 31, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Sono cumulabili agli effetti dell'indennità e della pensione, i servizi successivamente prestati con iscrizione ai vari istituti di previdenza amministrati dalla Direzione generale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza, ed al conferimento provvede l'ultimo istituto presso il quale l'impiegato è stato iscritto.

Nel caso che vi sia stata iscrizione ad uno o più degli istituti di cui al comma precedente, è ammesso altresì il cumulo con le norme di cui ai precedenti articoli 47 e 48, dei servizi precedentemente o successivamente resi con iscrizione a regolamenti o convenzioni speciali di pensione o alle Casse, istituti o fondi speciali di cui ai precedenti articoli 10 e 11, anche quando non siavi stata iscrizione all'istituto di previdenza che provvede al trattamento di quiescenza della rispettiva categoria di personale, semprechè, per le disposizioni speciali dei singoli istituti di previdenza, i servizi stessi siano cumulabili.

L'indennità o la pensione complessiva nei casi di cui ai due commi precedenti, è rappresentata dalla somma delle quote di indennità o di pensione teoriche liquidate per ciascuno degli istituti di previdenza, in base alle norme speciali degli istituti medesimi, tenuto conto delle disposizioni di cui ai commi precedenti, e viene pagata dall'istituto che provvede al conferimento.

La pensione complessiva non può mai essere inferiore al limite minimo nè superiore al limite massimo stabiliti per l'istituto che la conferisce.

Gli altri istituti di previdenza cui spetta la liquidazione di quote di indennità o di pensione, verseranno all'istituto che provvede al conferimento, le rispettive quote di indennità o la riserva matematica corrispondente alle quote di pensione relative ai soli servizi prestati con iscrizione agli istituti medesimi.

Nel caso che vi siano quote da porsi a carico degli Enti l'intera indennità o l'intera pensione viene del pari pagata dall'istituto che provvede al conferimento, il quale si rivarrà sugli Enti medesimi, per le quote da essi dovute, tenuto conto delle disposizioni contenute nei precedenti articoli 47 e 48.

Nessun conferimento di indennità o di pensione potrà essere deliberato se non vi sia stata iscrizione almeno per 10 anni complessivamente agli istituti predetti e agli Enti con regolamenti o convenzioni speciali per le pensioni o alle Casse, istituti o fondi speciali, di cui ai precedenti articoli 10 e 11, eccezione fatta per i casi previsti dalle leggi dei singoli istituti di previdenza.

E' pure computabile per il decennio predetto il periodo di servizio riscattato presso i singoli istituti di previdenza con versamento del capitale accumulato.

Le disposizioni del presente articolo non si applicano nei riguardi dei servizi prestati con iscrizione all'Opera di previdenza per i personali civili e militari dello Stato.

Il presente articolo avrà effetto a decorrere dal 1° luglio 1926.

Art. 51.

Nei casi di cui al precedente art. 50, se l'impiegato o la sua vedova o i suoi orfani, per i servizi prestati con iscrizione ad uno o più degli istituti di previdenza amministrati dalla Direzione generale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza, abbiano già conseguito l'indennità o la pensione da parte di uno o più degli istituti predetti, il cumulo di cui all'articolo medesimo non può essere concesso se non siasi rinunziato al godimento della pensione

già conferita e non siano state rimborsate all'istituto che ha conferito l'indennità o la pensione, le somme già percepite con i relativi interessi composti al saggio d'interesse delle tabelle di liquidazione della pensione e dell'indennità, in vigore per l'istituto stesso.

Art. 52.

(Art. 32, testo unico 17 giugno 1915, n. 968; articoli 2 e 3 decreto-legge Luogotenenziale 27 agosto 1915, n. 1094).

Nei casi previsti dagli articoli 48 e 49 del testo unico delle leggi sulle pensioni civili e militari 21 febbraio 1895, n. 70, e dagli articoli 334, 335 e 337 del testo unico 4 febbraio 1915, n. 148, della legge comunale e provinciale, si cumulano i servizi di cui ai precedenti articoli 44 e 47 con quelli resi alla dipendenza dello Stato.

L'indennità o la pensione viene in tali casi liquidata dallo Stato con le norme del testo unico 21 febbraio 1895, n. 70, e successive modificazioni, ed in base al servizio complessivo, ma la quota da corrispondersi dalla Cassa di previdenza è determinata con le norme di cui al presente decreto, tenendo conto dei servizi effettivamente resi allo Stato, come se essi fossero stati prestati con iscrizione a regolamenti speciali per le pensioni.

Le disposizioni di cui al comma precedente hanno anche valore di interpretazione autentica del disposto del secondo comma dell'art. 32 del testo unico 17 giugno 1915, n. 968, modificato col decreto-legge Luogotenenziale 27 agosto 1916, n. 1094.

Lo Stato corrisponde in ogni caso la differenza tra l'indennità o la pensione complessiva liquidata ai termini delle leggi sulle pensioni civili, e la quota a carico della Cassa di previdenza.

Il pagamento delle quote di indennità o di pensione a carico dello Stato e della Cassa è sempre fatto dallo Stato il quale si rivarrà, per la quota a carico della Cassa, con le norme da stabilirsi nel regolamento.

Art. 53.

(Art. 34, R. decreto 15 settembre 1920, n. 1538, e art. 35 R. decreto 15 febbraio 1923, n. 574).

La quota di indennità o di pensione da liquidarsi a carico della Cassa di previdenza ai sensi dell'art. 34 del R. decreto 15 settembre 1920, n. 1538, è determinata in base alle disposizioni del presente decreto e ripartita con le norme stabilite dall'art. 3 del R. decreto 15 febbraio 1923, n. 574.

Art. 54.

(Art. 33, testo unico 17 giugno 1915, n. 968; e art. 2 R. decreto 15 settembre 1923, n. 2116).

Le istanze per l'ammissione degli impiegati al conseguimento dell'indennità o della pensione devono essere presentate al Prefetto, il quale le trasmette all'Amministrazione della Cassa di previdenza, regolarmente istruite.

Le indennità o le pensioni nella misura normale sono liquidate dall'Amministrazione dell'istituto e deliberate dal presidente del Consiglio di amministrazione della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza in base alla relazione di un consigliere all'uopo delegato, quando il relatore si uniformi alle proposte dell'Amministrazione.

Sono invece sottoposte alle deliberazioni del Consiglio predetto le proposte dalle quali il relatore dissenta, le proposte di pensione di privilegio, di indennità o di pensione da ripartire con altri Enti, compreso lo Stato, o da ripartire fra i vari istituti di previdenza, quelle negative e quelle che importino la risoluzione di questioni controverse.

Gli impiegati, le loro vedove e i loro orfani, se lasciano trascorrere più di due anni dal giorno in cui potrebbe incominciare il godimento della pensione rispettiva, senza farne domanda, e senza presentare i titoli giustificativi del loro diritto, non sono ammessi a goderne che dal primo giorno del mese successivo a quello della presentazione della domanda o dei titoli. I minori e i dementi sono eccettuati da questa disposizione.

Nei casi previsti dal precedente art. 52 le istanze per il conseguimento della pensione o dell'indennità sono presentate al Prefetto se l'impiegato alla cessazione dal servizio si trovava alla dipendenza di un Ente locale.

Tali istanze sono regolarmente istruite e quindi trasmesse alla Corte dei conti per la liquidazione dell'indennità o della pensione ai termini del citato art. 52.

Nulla è innovato per quanto concerne il procedimento per la liquidazione d'ufficio delle indennità e delle pensioni degli impiegati che alla cessazione dal servizio si trovino alla dipendenza dello Stato.

Art. 55.

(Art. 34, testo unico 17 giugno 1915, n. 968; art. 2, R. decreto 15 settembre 1923, n. 2116).

Entro 90 giorni dalla comunicazione del decreto di concessione o della deliberazione del Consiglio d'amministrazione, gli interessati possono presentare ricorso alla Corte dei conti in sezioni unite, la quale procede con le forme della sua giurisdizione contenziosa.

Lo stesso diritto di ricorso compete alla Direzione generale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza, per la quale il termine suaccennato decorre dalla data della deliberazione.

Art. 56.

(Art. 35, testo unico 17 giugno 1915, n. 968; art. 2, R. decreto 15 settembre 1923, n. 2116).

Le indennità e le pensioni saranno pagate nella misura stabilita dalle deliberazioni di conferimento.

La riscossione dell'indennità da parte degli interessati equivale all'accettazione di essa ed alla rinuncia al diritto di ricorso, o al ritiro del ricorso già presentato.

La riscossione della pensione non pregiudica il diritto del pensionato, della sua vedova e dei suoi orfani ad ottenere il pagamento della maggiore pensione che ad essi potesse spettare in seguito a decisione della Corte dei conti, nè quello dell'istituto di ricuperare quanto eventualmente avesse pagato in più qualora la pensione definitiva risultasse inferiore a quella precedentemente liquidata.

Il godimento della pensione comincia a decorrere dal giorno successivo a quello della cessazione dal servizio.

Le indennità, le pensioni e gli arretrati di esse non possono essere cedute, pignorate o sequestrate, eccettuati i casi contemplati dalla legge 7 luglio 1902, n. 276, e successive modificazioni.

Le pensioni sono pagate a mesi maturati, secondo le norme stabilite per i pensionati dello Stato.

Le rate di pensione non domandate entro due anni dalla loro scadenza sono prescritte.

Art. 57.

(Art. 36, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

La Cassa di previdenza può corrispondere agli impiegati, alla vedova ed agli orfani aventi diritto alla pensione, nell'intervallo di tempo occorrente alla liquidazione, un accon-

to mensile da imputarsi sulla pensione definitiva che sarà loro dovuta.

L'acconto non può eccedere i due terzi dell'importo della pensione presumibilmente dovuta.

Art. 58.

(Art. 37, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Quando l'impiegato, a favore del quale sia stata liquidata dalla Cassa di previdenza l'indennità o la pensione, riprende regolare servizio presso uno degli Enti di cui ai precedenti articoli 1 e 18, potrà continuare a godere della pensione e verrà nuovamente iscritto alla Cassa per conseguire l'indennità o la pensione in ragione del nuovo servizio prestato e secondo le norme del presente decreto.

E' data facoltà all'impiegato di ottenere che la nuova indennità o la nuova pensione gli vengano a suo tempo liquidate in ragione del servizio utile complessivamente prestato, rifondendo alla Cassa di previdenza le somme pagategli a titolo di indennità o di pensione, con i relativi interessi composti al saggio legale, previa rinuncia alla pensione già liquidata, purchè la domanda di reinscrizione sia presentata entro un anno dalla data di riassunzione in servizio e l'impiegato rimanga in servizio almeno per un triennio.

L'impiegato che essendosi avvalso della facoltà di cui al comma precedente, non compia il triennio di servizio stabilito, avrà diritto, all'atto della cessazione definitiva dal servizio, alla restituzione dei contributi personali versati durante il nuovo periodo di iscrizione, con i relativi interessi composti al saggio d'interesse delle tabelle annesse al presente decreto, nonchè alla restituzione dell'indennità o delle quote di pensione rimborsate alla Cassa e dei relativi interessi composti al saggio legale, col ripristino, a decorrere dal giorno in cui fu sospeso il pagamento, della pensione eventualmente già liquidatagli.

TITOLO III.

Disposizioni generali e transitorie.

Art. 59.

(Art. 38, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Ogni quinquennio l'ufficio tecnico degli istituti di previvenza compila il bilancio tecnico.

Il regolamento determinerà le notizie statistiche che dovranno essere raccolte ogni anno per facilitare la compilazione dei bilanci tecnici e per preparare le eventuali riforme delle tabelle per la liquidazione delle pensioni.

Art. 60.

(Art. 39, testo unico 17 giugno 1915, n. 968; art. 4, R. decreto-legge 15 settembre 1923, n. 2093).

Una Commissione tecnica per gli istituti di previdenza, composta di due rappresentanti di ciascuna delle due Camere legislative, del direttore generale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza e di due funzionari della Direzione generale predetta, esamina i programmi dei bilanci tecnici, quelli delle statistiche degli iscritti e, in base ai risultati ottenuti, propone al Ministro per le finanze le opportune variazioni alle disposizioni del presente decreto. Tali variazioni non possono mai diminuire le pensioni in corso di godimento.

Fanno parte della Commissione tecnica anche un funzionario di ciascuno dei Ministeri dai quali dipendono le rispettive classi di iscritti, di grado non inferiore al 6°, e i rappresentanti degli iscritti a ciascun istituto di previdenza, nominati nel numero e secondo le norme stabilite per ognuno degli istituti medesimi dalle rispettive leggi.

Per la Cassa di previdenza degli impiegati degli Enti locali, i rappresentanti predetti, in numero di due, sono designati dal Ministero dell'interno fra quattro iscritti alla Cassa, proposti dalle rappresentanze degli iscritti medesimi.

Gli uni e gli altri intervengono e hanno voto deliberativo nelle adunanze della Commissione in cui si tratti dell'istituto nell'interesse del quale furono nominati.

Possono essere chiamati a far parte della Commissione tecnica altri che, per ragioni d'ufficio, specialmente si occupino di istituti di previdenza, in numero non maggiore di tre.

Art. 61.

(Art. 40, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

La Direzione generale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza, provvede, durante la carriera degli iscritti alla Cassa, all'accertamento dei servizi utili per la pensione.

Esercita inoltre, a mezzo dei funzionari all'uopo adibiti, un'assidua vigilanza presso gli Enti locali e gli uffici provinciali per assicurare la regolare imposizione e riscossione dei contributi a favore della Cassa, e la documentazione dei servizi resi dagli iscritti.

Art. 62.

Agli impiegati già iscritti alla Cassa di previdenza i quali, alla data di pubblicazione del presente decreto si trovino in servizio presso Consorzi di bonifica aventi carattere di pubblica amministrazione, è concessa facoltà di reiscrizione alla Cassa corrispondendo i contributi personali, purchè ne facciano domanda entro tre mesi dalla data sopraindicata.

La reiscrizione decorre dal 1° gennaio 1926 per gli impiegati in servizio a tale data, e dalla data di reingresso in servizio, per gli impiegati assunti presso i consorzi predetti dopo il 1° gennaio 1926.

Ai consorzi che abbiano alla propria dipendenza impiegati che si siano avvalsi della facoltà di cui ai commi precedenti, sono applicabili le disposizioni di cui ai due ultimi commi del precedente art. 19.

Art. 63.

Agli impiegati già iscritti alla Cassa di previdenza, i quali, per effetto delle circostanze previste nei primi due commi del precedente articolo 21, alla data di pubblicazione del presente decreto si trovino in servizio presso privati o presso Enti che abbiano perduto il carattere di istituzioni pubbliche di beneficenza, è concessa la facoltà di reiscriversi alla Cassa alle condizioni indicate nell'articolo stesso, purchè ne facciano domanda entro tre mesi dalla data sopraindicata.

La reiscrizione non può avere decorrenza anteriore al 1° gennaio 1926.

Art. 64.

E' riconosciuto utile ai termini del precedente art. 47, il servizio prestato in qualità di impiegato con iscrizione o assicurazione alla Cassa nazionale delle assicurazioni sociali, col concorso dell'Ente, da quegli impiegati che alla data di pubblicazione del presente decreto si trovino in servizio stabile con nomina regolare presso gli Enti di cui ai precedenti articoli 1 e 18 e siano assicurati alla predetta Cassa ai termini della legge sull'assicurazione obbligatoria contro l'invalidità e la vecchiaia, ovvero vi siano stati iscritti, col

concorso dell'Ente, non per obbligo di legge, dopo l'istituzione della Cassa di previdenza o delle sue successive estensioni alla varie categorie di impiegati cui la Cassa stessa provvede, purchè, entro tre mesi dalla data di pubblicazione del presente decreto, si iscrivano alla Cassa di previdenza, chiedendo, previo consenso dell'Ente, il riconoscimento dei servizi sopraindicati.

Gli impiegati che alla data di pubblicazione del presente decreto non siano in servizio e che intendano avvalersi della facoltà di cui al comma precedente, debbono iscriversi alla Cassa di previdenza e presentare la domanda di cui al comma predetto, entro tre mesi dalla data di reingresso in servizio.

Art. 65.

(Art. 4, R. decreto-legge 13 novembre 1924, n. 1919).

Agli impiegati che al 1° luglio 1924 erano in servizio presso Comuni, Amministrazioni provinciali, istituzioni pubbliche di beneficenza e aziende municipalizzate delle Provincie e dei territori di cui al precedente art. 6, è concesso il riconoscimento, agli effetti dell'indennità o della pensione, dei servizi prestati anteriormente alla data predetta presso gli Enti suindicati siti nei territori dell'ex Impero austro-ungarico, fino al limite massimo di quindici anni, purchè versino un contributo straordinario del 7 per cento dello stipendio annuo goduto alla data dell'iscrizione, per ogni anno di servizio da riscattare.

Al contributo straordinario predetto debbono aggiungersi gli interessi composti al saggio legale, dalla data da cui ha effetto l'iscrizione alla Cassa, fino al 31 dicembre dell'anno precedente a quello in cui la domanda è pervenuta all'Amministrazione dell'istituto.

La somma complessiva è versata in una sola volta, oppure, coi relativi interessi composti, in tante rate quanti sono gli anni da riscattare, col limite massimo di dieci annualità.

Il termine per chiedere detto riconoscimento scade due anni dopo la data della pubblicazione del presente decreto, o dopo la riassunzione in servizio presso Enti che non provvedano al trattamento di pensione nei modi previsti dal precedente art. 11, per gli impiegati che alla data predetta non si trovino in servizio o siano iscritti ai regolamenti, convenzioni, Casse o fondi speciali di cui all'articolo stesso.

La facoltà di cui al presente articolo, è concessa anche a quegli impiegati degli Enti di cui al primo comma che, anteriormente al 1° luglio 1924, siano passati alla dipendenza di Enti cui erano applicabili le disposizioni del testo unico 17 giugno 1915, n. 968.

Art. 66.

Agli impiegati in servizio iscritti alla Cassa di previdenza è data facoltà di chiedere con le modalità di cui al successivo art. 67, il riscatto agli effetti dell'indennità o della pensione:

a) dei periodi di servizio effettivo resi presso uno degli Enti di cui ai precedenti articoli 1 e 18, anche in qualità di avventizio, senza iscrizione alla Cassa di previdenza;

b) del periodo di servizio effettivo prestato presso consorzi di bonifica che abbiano il carattere di pubblica Amministrazione, anteriormente all'iscrizione alla Cassa di previdenza, ovvero anteriormente al 1° gennaio 1926 o alla data di reingresso in servizio, nel caso di reiscrizione alla Cassa ai termini del precedente art. 62;

c) del periodo di servizio effettivo prestato anteriormente al 1° gennaio 1926, o alla data di reiscrizione, nelle condizioni di cui ai primi due commi del precedente art. 21, presso aziende private o presso Enti che abbiano perduto il carattere di istituzione pubblica di beneficenza, nel caso di reiscrizione alla Cassa ai termini dell'art. 63;

d) del periodo di servizio effettivo prestato presso aziende private in qualità di addetti a servizi pubblici, quando i servizi medesimi siano passati o passino in esercizio di uno degli Enti di cui al precedente art. 1, semprechè non vi sia interruzione fra i servizi resi prima e dopo il passaggio stesso;

e) del periodo di effettivo servizio civile prestato allo Stato, anche in qualità di avventizio, anteriormente al passaggio alla dipendenza di uno degli Enti di cui ai precedenti articoli 1 e 18, quando il passaggio stesso non sia avvenuto per disposizioni legislative;

f) del periodo di effettivo servizio militare prestato nel Regio esercito italiano anteriormente all'iscrizione alla Cassa di previdenza;

g) del periodo di effettivo servizio prestato in qualità di salariato presso Enti di cui ai precedenti articoli 1 e 18, anteriormente all'iscrizione alla Cassa di previdenza.

Il periodo di servizio da riscattare ai sensi del presente articolo viene computato ad anni interi trascurando le frazioni di anno che non eccedono i sei mesi. Le frazioni superiori a sei mesi possono, a richiesta dell'interessato, essere computate per un anno. Per la determinazione delle quote di pensione derivanti dai servizi riscattati ai termini del presente articolo, non si applicano gli aumenti stabiliti dal secondo comma del precedente art. 33.

Art. 67.

Quando il servizio da riscattare ai sensi del precedente art. 66 sia stato prestato prima dell'iscrizione alla Cassa di previdenza, la domanda di riscatto deve essere presentata dall'impiegato entro un anno dalla sua iscrizione; quando invece il servizio predetto sia prestato dopo l'iscrizione alla Cassa, la domanda deve essere presentata dall'impiegato entro un anno dal reingresso in servizio presso uno degli Enti di cui ai precedenti articoli 1, 18 e 19.

Gli impiegati in servizio alla data di pubblicazione del presente decreto presso uno degli Enti di cui ai predetti articoli 1 e 18 e quelli che si avvalgono della facoltà d'iscrizione alla Cassa di previdenza concessa dagli articoli 62 e 63, debbono presentare la domanda di riscatto entro un anno dalla data predetta.

Fermi restando i termini di cui ai commi precedenti, la domanda di riscatto dev'essere presentata dall'iscritto, prima della sua cessazione definitiva dal servizio.

Art. 68.

Il contributo straordinario dovuto dall'impiegato per il riscatto dei servizi ai sensi del precedente art. 66 è dato dal capitale accumulato corrispondente al contributo del 13 per cento dello stipendio annuo percepito al momento dell'iscrizione, per un periodo di tempo eguale a quello da riscattare, determinato secondo le norme allegate al presente decreto.

Quando lo stipendio annuo percepito al momento dell'iscrizione superi le L. 1000, l'impiegato ha facoltà di scegliere, per la determinazione del contributo straordinario di riscatto, uno stipendio minore di quello effettivamente percepito, in misura però non inferiore alle L. 1000.

Gli stipendi da prendersi per base nella determinazione del contributo straordinario di cui al presente articolo, sono determinati con la norma contenuta nel secondo comma del precedente art. 22.

Art. 69.

L'impiegato ha facoltà di versare il contributo straordinario di riscatto di cui al precedente art. 68 in una sola

volta, ovvero di chiedere che la somma corrispondente sia trasformata, in base alla tabella *C* unita al presente decreto, in un'annualità vitalizia temporanea da pagarsi a rate mensili per un periodo di tempo non superiore al numero degli anni di servizio riscattati e in ogni caso mai superiore ai 15 anni.

L'impiegato che abbia ottenuto l'accoglimento della domanda di riscatto e che non versi l'intero contributo, o non inizi il versamento rateale entro un mese dalla data di comunicazione del relativo provvedimento, decade dall'ottenuta concessione.

L'impiegato che passi alla dipendenza di un Ente diverso da quello presso cui ha iniziato il pagamento rateale o che riassuma servizio dopo un'interruzione, dovrà riprendere il versamento delle rate ancora dovute a partire dal mese successivo a quello del nuovo ingresso in servizio.

I debitori morosi saranno tenuti al pagamento degli interessi composti del 5 per cento sulle rate scadute e non ancora pagate.

L'importo annuo delle rate di contributo di riscatto da versarsi dall'impiegato di uno degli Enti di cui ai precedenti articoli 1 e 18, che abbia ottenuto di pagare ratealmente, sarà compreso nell'elenco dei contributi dovuti dall'Ente presso cui presta servizio, il quale ha il diritto di rivalsa sullo stipendio dell'impiegato e sarà versato alla Cassa con le norme stabilite nei precedenti articoli da 26 a 28.

Nei casi di riscatto di cui alle lettere *b*) e *c*) del precedente art. 66, si applicano invece le norme rispettivamente stabilite dagli articoli 19 e 21, per il versamento dei contributi ordinari.

Art. 70.

L'impiegato che sia collocato a riposo prima di aver completato il versamento delle annualità di cui all'articolo precedente, ha la facoltà di versare in una sola volta il valore capitale delle mensilità non ancora pagate, determinato con le norme di cui alla tabella *C* unita al presente decreto o di chiedere che la pensione spettantegli sia ridotta di una quota vitalizia, da calcolarsi in base alla tabella *B* unita al presente decreto, corrispondente al valore capitale predetto.

All'impiegato che lasci il servizio con diritto alla liquidazione dell'indennità di cui al precedente art. 31, prima del termine del periodo di versamento delle annualità di cui ai commi precedenti, verrà trattenuto sull'indennità il valore capitale delle annualità non ancora pagate, determinato come al comma precedente.

In caso di morte dell'impiegato prima del termine del periodo di versamento delle annualità di cui ai commi precedenti, nessuna riduzione o trattenuta verrà fatta sull'indennità o sulla pensione spettante alla vedova o agli orfani; però, se l'impiegato sia divenuto moroso, i superstiti aventi diritto all'indennità o alla pensione dovranno pagare le rate scadute con i relativi interessi a norma del penultimo comma del precedente art. 69. In caso d'inadempienza non sarà computato, agli effetti dell'assegno loro spettante, il servizio di cui fu concesso il riscatto.

Art. 71.

(Articoli da 41 a 44 e 46, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Agli impiegati che si sono avvalsi della facoltà concessa dagli articoli 36 della legge 6 marzo 1904, n. 88, 4 del R. decreto 27 febbraio 1908, n. 208, e 1 sub 41, 7, 8 e 9, della legge 20 dicembre 1914, n. 1382, è riconosciuto utile per il conseguimento dell'indennità o della pensione il servizio riscattato in base alle disposizioni degli articoli stessi.

Art. 72.

(Art. 48, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Gli iscritti alla Cassa di previdenza, morti o resi permanentemente inabili al servizio per causa dei terremoti del 28 dicembre 1908 e del 13 gennaio 1915, sono considerati morti o feriti a cagione dell'esercizio delle proprie funzioni agli effetti della pensione privilegiata.

Le pensioni conferite in dipendenza del precedente comma sono corrisposte a carico del bilancio del Ministero delle finanze.

Art. 73.

(Articoli 25 e 46, testo unico 17 giugno 1915, n. 968).

Per gli impiegati iscritti alla Cassa di previdenza anteriormente alla data di pubblicazione del presente decreto è riconosciuto utile ai soli effetti del raggiungimento del minimo degli anni di servizio necessari per il diritto alla pensione, il servizio militare prestato con interruzione di carriera senza che abbia dato luogo a conferimento di pensione dello Stato, salvo il caso di pensione di guerra, e senza il versamento dei contributi di cui ai precedenti articoli 22 e 23, nonchè il servizio prestato anteriormente a quello riscattato ai sensi dei precedenti articoli 65, 66 e 71.

Quando ricorra la valutazione dei servizi suddetti la pensione dovuta è quella teorica risultante dall'applicazione della tabella *A*, in relazione ai soli anni di servizio cui corrisponda il versamento dei contributi ordinari e di quelli straordinari di riscatto, oltre l'eventuale aumento per le campagne di guerra.

Art. 74.

Le pensioni liquidate o da liquidarsi dalla Cassa di previdenza agli impiegati iscritti ed alle famiglie degli impiegati iscritti, cessati dal servizio anteriormente al 1° agosto 1923, dopo accresciute dell'aumento di cui all'art. 2 del R. decreto 7 ottobre 1923, n. 2349, verranno aumentate secondo le sottoindicate percentuali:

a) pensioni degli iscritti:

il 60 per cento sulle prime 1000 lire; il 40 per cento sulle somme eccedenti le prime 1000 lire e non superiori alle L. 2000; il 30 per cento sulle somme eccedenti le prime 2000 lire e non superiori alle L. 3000; il 20 per cento sulle somme eccedenti le L. 3000.

L'aumento apportato con l'applicazione delle aliquote predette non potrà essere in alcun caso inferiore alle L. 600;

b) pensioni delle vedove e degli orfani:

il 60 per cento sulle prime 500 lire; il 40 per cento sulle somme eccedenti le prime 500 lire e non superiori alle L. 1000; il 30 per cento sulle somme eccedenti le prime 1000 lire e non superiori alle L. 1500; il 20 per cento sulle somme eccedenti le L. 1500.

L'aumento apportato con l'applicazione delle aliquote predette non potrà essere in alcun caso inferiore alle L. 300.

Per le pensioni liquidate e ripartite a norma dell'art. 30 del testo unico 17 giugno 1915, n. 968, gli aumenti previsti dal presente articolo si applicano solamente sulla quota di pensione a carico della Cassa, fermi restando i minimi quivi stabiliti.

Le disposizioni del presente articolo si applicano a decorrere dal 1° agosto 1923.

Art. 75.

La pensione spettante alle vedove e agli orfani degli impiegati iscritti cessati dal servizio entro il 31 luglio 1923 e mor-

ti dopo tale data, è liquidata con l'applicazione delle aliquote stabilite dal precedente art. 38.

Alla pensione così liquidata verranno apportati gli aumenti di cui all'art. 2 del R. decreto 7 ottobre 1923, n. 2349, e al precedente art. 74.

Le disposizioni del presente articolo si applicano a decorrere dal 1° agosto 1923.

Art. 76.

Agli impiegati iscritti e alle famiglie degli impiegati iscritti alla Cassa di previdenza, cessati dal servizio nel periodo dal 1° agosto 1923, alla data di entrata in vigore del presente decreto, sono applicabili per quanto riguarda la misura dell'indennità o della pensione loro spettante le disposizioni dei precedenti articoli 31, 33, 36 e 38.

Nei casi contemplati dall'art. 30, del testo unico 17 giugno 1915, n. 968, gli stipendi da prendersi per base del riparto di cui al secondo comma dell'articolo stesso per le indennità e per le pensioni liquidate ai sensi del comma precedente, sono quelli effettivamente corrisposti dagli Enti obbligati e dagli Enti non obbligati al contributo, aumentati secondo le disposizioni del precedente art. 33.

Le disposizioni del presente articolo si applicano a decorrere dal 1° agosto 1923, ma in nessun caso il trattamento di quiescenza liquidato ai termini del primo comma, potrà essere inferiore a quello dovuto in base alle disposizioni del R. decreto 7 ottobre 1923, n. 2349.

Art. 77.

A decorrere dal 1° gennaio 1926 e sino a nuova disposizione gli impiegati iscritti alla Cassa di previdenza sono soggetti al contributo straordinario dell'1 per cento degli stipendi effettivi, determinati con la norma contenuta nel secondo comma del precedente art. 22, da versarsi alla Cassa con le modalità di cui ai precedenti articoli da 26 a 28.

E' data facoltà agli Enti da cui dipendono gli iscritti, assumere a proprio carico l'onere relativo al contributo straordinario di cui al presente articolo.

PARTE SECONDA

Cassa di previdenza per le pensioni ai salariati degli Enti locali.

Art. 1.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720).

Alla « Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati degli Enti locali » sono estese le disposizioni degli articoli 1, 2, 4, da 11 a 21, da 24 a 43, 45, 46, 53, da 55 a 57, da 59 a 63 e 77, parte prima del presente decreto.

Art. 2.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720).

Il patrimonio della Cassa è costituito:

a) dai contributi ordinari e straordinari dei salariati;

b) dai contributi degli Enti;

c) dalle ritenute sulle pensioni;

d) dai depositi volontari;

e) dai lasciti, dalle donazioni e da qualsiasi altro provento straordinario;

f) dagli interessi accumulati sui proventi indicati alle lettere precedenti.

Art. 3.

(Articoli 1 e 4, legge 11 giugno 1916, n. 720; art. 2 R. decreto 13 novembre 1924, n. 1919).

L'iscrizione alla Cassa è obbligatoria:

a) per i salariati dei Comuni, delle Amministrazioni provinciali e delle aziende speciali per l'impianto e l'esercizio dei servizi municipalizzati assunti per la prima volta in servizio a partire dal 1° gennaio 1916 nelle condizioni di cui all'art. 5, parte prima del presente decreto, con nomina rispettivamente conferita dalla Giunta comunale o dal Prefetto, dalla Deputazione provinciale e dalle Commissioni amministratrici delle aziende municipalizzate, fatta eccezione per i salariati di quelle aziende che esercitano pubblici servizi di trasporto;

b) per i salariati degli Enti di cui all'art. 6, parte prima del presente decreto, assunti per la prima volta in servizio a partire dal 1° luglio 1924 nelle condizioni ivi stabilite, nominati come alla lettera *a)*, del presente articolo, salvo quanto è disposto dall'art. 11, parte prima del presente decreto, esteso, col precedente art. 1, alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati.

Art. 4.

(Articoli 1, 3 e 4, legge 11 giugno 1916, n. 720; art. 2, R. decreto 13 novembre 1924, n. 1919).

Salvo quanto è disposto dagli articoli da 13 a 16, parte prima del presente decreto, estesi col precedente art. 1 alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati, l'iscrizione alla Cassa è obbligatoria per i salariati delle istituzioni pubbliche di beneficenza nominati dalle rispettive amministrazioni, assunti per la prima volta in servizio a partire dal 1° gennaio 1916, nelle condizioni di cui al primo comma dell'art. 7, parte prima del presente decreto.

Le disposizioni di cui al comma precedente si applicano ai salariati delle istituzioni pubbliche di beneficenza delle Provincie e dei territori di cui all'art. 6, parte prima del presente decreto, che siano stati assunti per la prima volta in servizio presso le istituzioni stesse a partire dal 1° luglio 1924, salvo quanto è disposto dall'art. 11, parte prima del presente decreto, esteso col precedente art. 1 alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati.

Art. 5.

(Articoli 1, 3 e 4, legge 11 giugno 1916, n. 720; art. 2, R. decreto 13 novembre 1924, n. 1919).

L'iscrizione alla Cassa è facoltativa per i salariati delle categorie comprese nei precedenti articoli 3 e 4 con servizi anteriori alle date rispettivamente ivi indicate e per quelli delle categorie medesime i cui salari annui, anche se corrisposti da due o più Enti, non raggiungano la somma di L. 300.

Questi ultimi però, iscrivendosi, debbono versare alla Cassa, oltre ai contributi personali, anche quelli dell'Ente che non si fosse volontariamente assunto tale onere.

Art. 6.

(Articoli 1, 3 e 4, legge 11 giugno 1916, n. 720; R. decreto 13 novembre 1924, n. 1919).

L'iscrizione alla Cassa non è obbligatoria per i salariati dei Comuni e delle Amministrazioni provinciali e per quelli di cui al primo comma del precedente articolo 4 e di cui all'art. 18, parte prima del presente decreto, esteso col precedente art. 1 alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati, iscritti a' regolamenti o convenzioni speciali per le pensioni in vigore al 1° gennaio 1916, nominati dopo la data predetta e prima della data di pubblicazione del presente decreto, finchè gli Enti non dispongano l'abrogazione dei regolamenti stessi.

Sono considerati a tutti gli effetti come iscritti a regolamenti speciali per le pensioni i salariati di cui al comma precedente che da epoca anteriore al 1° gennaio 1916 sono iscritti o assicurati col concorso dell'Ente alla Cassa nazionale delle assicurazioni sociali, all'Istituto nazionale delle assicu-

razioni o ad altri istituti assicurativi che provvedono al trattamento di quiescenza.

Le disposizioni dell'ultimo comma dell'art. 10, parte prima del presente decreto, sono applicabili anche alla categoria dei salariati.

Art. 7.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720; art. 1, R. decreto 7 ottobre 1923, n. 2349; art. 2, decreto Luogotenenziale 4 dicembre 1916, n. 1739).

Il contributo ordinario annuale a carico dei salariati iscritti alla Cassa, è fissato nella misura del 7 per cento dei salari effettivi, determinati con la norma di cui al secondo comma dell'art. 22, parte prima del presente decreto, e ragguagliati ad anno di 360 giorni, compresi in essi gli assegni in natura, da valutarsi dal Prefetto sentiti gli Enti interessati.

Il contributo di cui al presente articolo viene corrisposto mediante ritenuta all'atto del pagamento rateale del salario.

Art. 8.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720, e art. 1, R. decreto 7 ottobre 1923, n. 2349).

Il contributo annuale a carico degli Enti è fissato nella misura del 9 per cento dei salari, determinati come al precedente art. 7, corrispondenti ai posti coperti da salariati iscritti e a quelli coperti da salariati delle categorie comprese nei precedenti articoli 3 e 4 con servizi anteriori alle date rispettivamente ivi indicate, che si trovino nelle condizioni previste nel primo comma dell'art. 23, parte prima del presente decreto, ferme restando le disposizioni ivi stabilite.

Le disposizioni degli ultimi tre commi del predetto art. 23 sono applicabili agli Enti anche per quanto riguarda i posti di salariato.

Art. 9.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720: art. 6, decreto Luogotenenziale 7 dicembre 1916, n. 1739).

La dispensa dal servizio per raggiungimento del limite di età, stabilita per alcune categorie di salariati dai rispettivi regolamenti organici, è equiparata alla dispensa per sopravvenuta inettitudine, di cui agli articoli 31 e 32, parte prima del presente decreto, estesi, col precedente art. 1, alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati.

Art. 10.

(Articoli 1, 2, 4, legge 11 giugno 1916, n. 720).

Il servizio utile per il conseguimento della indennità o della pensione è quello prestato dai salariati di cui agli articoli 1, da 17 a 19 e 21, parte prima del presente decreto, estesi, col precedente art. 1, alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati, con iscrizione alla Cassa di previdenza, cui corrisponda il versamento dei contributi ordinari e straordinari stabiliti dal presente decreto.

Per gli effetti del presente decreto si cumula il servizio prestato con iscrizione alla Cassa presso gli Enti indicati negli articoli citati al comma precedente.

E' pure calcolato utile il servizio militare che il salariato presti posteriormente alla sua iscrizione alla Cassa di previdenza e con interruzione di carriera, purchè paghi il contributo proprio e quello dell'Ente per il tempo della permanenza sotto le armi.

Nessun conferimento d'indennità o di pensione potrà essere fatto al salariato, alla sua vedova o ai suoi orfani se il salariato non abbia contribuito alla Cassa di previdenza per dieci anni compiuti d'iscrizione, eccezione fatta per i casi di cui agli articoli 32, lettera c), e 39, parte prima del presente decreto, estesi, col precedente art. 1, alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati.

Ove però l'iscritto abbia ottenuto il riscatto di servizi di cui al successivo art. 21, il periodo così riscattato è utile per il computo del decennio di contribuzione.

La norma di cui al comma precedente si applica anche nel caso di riscatto di servizi ai sensi dell'art. 7 della legge 20 dicembre 1914, n. 1382, ma le quote eventualmente ancora dovute saranno trattenute sull'indennità o sulla pensione.

E' pure computabile per il decennio predetto il periodo di servizio prestato con iscrizione a regolamenti o convenzioni speciali per le pensioni o alle Casse, istituti o fondi speciali, ai termini del precedente art. 6 e dell'art. 11, parte prima del presente decreto, esteso, col precedente art. 1, alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati, e quello reso allo Stato.

Art. 11.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720).

Ai salariati iscritti alla Cassa è riconosciuto utile per il conseguimento dell'indennità o della pensione il servizio prestato con iscrizione a regolamenti o convenzioni speciali o alle Casse, istituti o fondi speciali per le pensioni ai termini del precedente art. 6 e dell'art. 11, parte prima del presente decreto, esteso col precedente art. 1, alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati.

L'indennità o la pensione è in tal caso liquidata, ripartita e pagata nei modi indicati al secondo, terzo e quarto comma dell'art. 47, parte prima del presente decreto.

Quando la quota messa a carico dell'Ente deriva da servizi prestati con iscrizione o assicurazione alle Casse, istituti o fondi speciali di cui al primo comma del presente articolo, l'Ente ha diritto di sostituirsi all'iscritto o all'assicurato negli eventuali diritti verso le Casse, istituti o fondi speciali suaccennati.

Rimangono salvi in ogni caso, a carico degli Enti o delle Casse, istituti o fondi speciali di cui al comma precedente, le disposizioni dei relativi regolamenti o convenzioni di pensione che siano più favorevoli per il salariato.

Art. 12.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720).

Nei casi di cui al precedente art. 11, se il salariato, o la sua vedova o i suoi orfani, per il servizio prestato presso uno o più Enti con iscrizione a regolamenti o convenzioni speciali di pensione, o alle Casse, istituti o fondi speciali di cui all'articolo medesimo, abbiano ottenuto la restituzione dei contributi versati o conseguito l'indennità, l'indennità o la pensione liquidata dalla Cassa secondo le norme dell'articolo stesso, viene ripartita e messa a carico degli Enti in parola, per la quota da essi dovuta, con le norme di cui alle lettere *a*) e *b*) dell'art. 48, parte prima del presente decreto, e la quota stessa viene imputata all'indennità o alla pensione da pagarsi dalla Cassa di previdenza nei modi indicati al secondo comma dell'articolo stesso.

Quando il salariato o la sua vedova o i suoi orfani abbiano già conseguito la pensione o riscosse rate di essa da uno o più degli Enti, Casse, istituti o fondi speciali di cui al precedente art. 11, si applicano le disposizioni di cui agli ultimi tre commi del predetto art. 48.

Art. 13.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720).

L'indennità o la pensione a favore del salariato che abbia prestato servizi presso due o più Enti di cui agli articoli 1 e 18, parte prima del presente decreto, estesi col precedente art. 1 alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati, con iscrizione a regolamenti o convenzioni speciali di pen-

sione, o alle Casse, istituti o fondi speciali di cui al precedente art. 11, ovvero a favore della sua vedova o dei suoi orfani, anche se non siavi stata iscrizione alla Cassa di previdenza, viene liquidata e pagata dalla Cassa medesima con le norme di cui ai primi tre commi dell'art. 49, parte prima del presente decreto, e la Cassa ha il diritto di rivalsa di cui al quarto comma dell'articolo stesso.

Quando ricorrano i casi previsti dai due ultimi commi del precedente art. 11 e dall'art. 12, sono applicabili le disposizioni ivi stabilite.

Art. 14.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720).

Sono cumulabili agli effetti dell'indennità o della pensione, i servizi successivamente prestati con iscrizione ai vari istituti di previdenza amministrati dalla Direzione generale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza, ed al conferimento provvede l'ultimo istituto presso il quale il salariato è stato iscritto.

Nel caso che vi sia stata iscrizione ad uno o più degli istituti di cui al comma precedente, è ammesso altresì il cumulo con le norme di cui ai precedenti articoli 11 e 12, dei servizi resi precedentemente o successivamente con iscrizione a regolamenti o convenzioni speciali di pensione o alle Casse, istituti o fondi speciali di cui al precedente art. 6 e all'art. 11, parte prima del presente decreto, esteso col precedente art. 1 alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati, anche quando non siavi stata iscrizione all'istituto di previdenza che provvede al trattamento di quiescenza della rispettiva categoria di personale, sempreché, per le disposizioni speciali dei singoli istituti, i servizi stessi siano cumulabili.

L'indennità o la pensione complessiva nei casi di cui ai due commi precedenti è liquidata e pagata nei modi indicati al terzo comma dell'art. 50, parte prima del presente decreto, fermi restando i limiti e le modalità di cui al quarto e quinto comma dell'articolo stesso.

Nel caso che vi siano quote da porsi a carico degli Enti ai sensi del precedente art. 11, sono applicabili le disposizioni del sesto comma del citato art. 50.

Nessun conferimento d'indennità o di pensione potrà esser fatto se non vi sia stata iscrizione almeno per dieci anni complessivamente agli istituti predetti e agli Enti con regolamenti o convenzioni speciali per le pensioni o alle Casse, istituti o fondi speciali di cui al precedente art. 6 e all'articolo 11, parte prima del presente decreto, esteso col precedente art. 1 alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati, eccezione fatta per i casi previsti dalle leggi dei singoli istituti di previdenza.

E' pure computabile per il decennio predetto il periodo di servizio riscattato presso i singoli istituti di previdenza con versamento del capitale accumulato.

Le disposizioni del presente articolo non si applicano nei riguardi dei servizi prestati con iscrizione all'Opera di previdenza per i personali civili e militari dello Stato.

Art. 15.

Nei casi di cui al precedente art. 14, se il salariato o la sua vedova o i suoi orfani, per il servizio presso uno o più degli istituti di previdenza amministrati dalla Direzione generale della Cassa depositi e prestiti e degli istituti di previdenza, abbiano conseguito già l'indennità o la pensione da parte di uno o più degli istituti predetti, si applicano le disposizioni dell'art. 51, parte prima del presente decreto.

Art. 16.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720).

Quando ricorrano i casi indicati al primo comma dell'articolo 52, parte prima del presente decreto, si cumulano i servizi di cui ai precedenti articoli 10 e 11, con quelli resi alla dipendenza dello Stato.

L'indennità o la pensione viene in tali casi liquidata, ripartita e pagata secondo le norme indicate ai commi secondo, quarto e quinto del predetto art. 52.

Art. 17.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720).

Sono estese alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati le norme di cui ai primi quattro commi dell'art. 54, parte prima del presente decreto.

Quando ricorrano i casi previsti dal precedente art. 16, si applicano le norme di cui agli ultimi tre commi del predetto art. 54.

Art. 18.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720).

Quando il salariato, a favore del quale sia stata liquidata dalla Cassa di previdenza l'indennità o la pensione, riprende regolare servizio presso uno degli Enti di cui agli articoli 1 e 18, parte prima del presente decreto, estesi col precedente art. 1 alla Cassa di previdenza per le pensioni dei salariati, si applicano le norme di cui all'art. 58, parte prima del decreto stesso.

Art. 19.

Il servizio prestato in qualità di salariato nelle condizioni indicate all'art. 64, parte prima del presente decreto, può essere riconosciuto utile, ai termini del precedente art. 11, con le norme di cui al citato art. 64.

Art. 20.

(Art. 4, R. decreto-legge 13 novembre 1924, n. 1919).

Per i salariati che al 1° luglio 1924 erano in servizio presso Comuni, Amministrazioni provinciali, istituzioni pubbliche di beneficenza e aziende municipalizzate delle Provincie e dei territori di cui all'art. 6, parte prima del presente decreto, sono applicabili le disposizioni dell'art. 65, parte prima del decreto stesso.

Per i salariati che alla data di pubblicazione del presente decreto non si trovino in servizio o siano iscritti ai regolamenti, convenzioni, Casse, fondi o istituti speciali di cui al precedente art. 6, il termine indicato nel quarto comma del predetto art. 65, scade due anni dopo la riassunzione in servizio presso Enti che non provvedono al trattamento di pensione nei modi previsti dal citato art. 6.

Art. 21.

Ai salariati in servizio iscritti alla Cassa di previdenza è data facoltà di chiedere con le modalità di cui al successivo art. 22, il riscatto agli effetti dell'indennità o della pensione, dei servizi indicati alle lettere *a*), *b*), *c*) e *d*) dell'art. 66, parte prima del presente decreto, resi in qualità di salariato, nonchè di quelli indicati alle lettere *e*) e *f*) dell'articolo stesso.

Per i riscatti di cui al presente articolo si applicano le disposizioni di cui agli ultimi due commi del citato art. 66.

Art. 22.

Il salariato che intenda avvalersi della facoltà di cui al precedente art. 21, deve presentare la domanda di riscatto nei termini indicati nell'art. 67, parte prima del presente decreto.

Art. 23.

Il contributo straordinario dovuto dal salariato per il riscatto dei servizi ai sensi del precedente art. 21, è dato dal capitale accumulato corrispondente al contributo del 13 per cento del salario annuo determinato come al precedente ar-

ticolo 7, e con le norme di cui agli ultimi due commi dell'art. 68, parte prima del presente decreto, per un periodo di tempo eguale a quello da riscattare.

Per la determinazione del capitale accumulato di cui al comma precedente si applicano le norme allegate al presente decreto, e le modalità di versamento del contributo straordinario di riscatto sono quelle stabilite dagli articoli 69 e 70, parte prima del decreto medesimo.

Art. 24.

(Art. 7, legge 20 dicembre 1914, n. 1382; articoli 1 e 2, legge 11 giugno 1916, n. 720).

Ai salariati che si sono avvalsi della facoltà concessa dall'art. 7 della legge 20 dicembre 1914, n. 1382, e dall'articolo 2 della legge 11 giugno 1916, n. 720, è riconosciuto utile, per il conseguimento dell'indennità o della pensione, il servizio riscattato in base alle disposizioni degli articoli stessi.

Art. 25.

(Art. 1, legge 11 giugno 1916, n. 720).

Per i salariati iscritti alla Cassa di previdenza anteriormente alla data di pubblicazione del presente decreto è riconosciuto utile, ai soli effetti del raggiungimento del minimo degli anni di servizio necessari per il diritto alla pensione, il servizio militare prestato con interruzione di carriera senza che abbia dato luogo a conferimento di pensione dello Stato salvo il caso di pensione di guerra, e senza il versamento dei contributi di cui ai precedenti articoli 7 e 8, nonchè il servizio prestato anteriormente a quello riscattato ai sensi dei precedenti articoli 20, 21 e 24.

Le disposizioni dell'ultimo comma dell'art. 73, parte prima del presente decreto, si applicano anche per i salariati iscritti alla Cassa di previdenza.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per le finanze: VOLPI.

Il Ministro per l'interno: FEDERZONI.

Norme per la determinazione del contributo straordinario di riscatto di cui agli articoli 68, parte prima, e 23, parte seconda del decreto, allegate all'« Ordinamento delle Casse di previdenza per le pensioni degli impiegati e dei salariati degli Enti locali ».

La somma complessiva da versarsi dall'iscritto per ottenere il riconoscimento dei servizi di cui agli articoli 66, parte prima, e 21, parte seconda, del decreto, si determina con le norme seguenti:

Si calcolano in primo luogo:

a) l'età dell'iscritto alla data da cui ha effetto il riscatto, intera, approssimata a meno di mezzo anno con la norma contenuta nell'art. 33, parte prima del decreto;

b) la durata del servizio utile agli effetti della liquidazione della pensione già acquisito dall'iscritto alla stessa data, intera, approssimata a meno di mezzo anno con la norma di cui alla lettera *a*);

c) la durata complessiva del servizio utile, compreso quello da riscattare, calcolato in anni interi secondo la norma di cui al penultimo comma dell'art. 66, parte prima del decreto.

Si ricavano poi dalla tabella *A* i due coefficienti di liquidazione della pensione virtuale relativi all'età suindicata e alle dette due durate di servizio e calcolata la differenza fra i due coefficienti, essa si capitalizza moltiplicandola per il coefficiente della tabella *B* relativo all'età dell'iscritto determinata con la norma indicata alla lettera *a*); dal capitale così ottenuto si desume infine la somma complessiva da pagare, moltiplicandolo per il prodotto dello stipendio o del salario su cui si concede il riconoscimento del servizio, per il rapporto 1,3 del contributo complessivo del 13 per cento al contributo del 10 per cento destinato alle pensioni dirette, in base al quale è calcolata la tabella *A*.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per le finanze: VOLPI.

Il Ministro per l'interno: FEDERZONI.

TABELLA *A*.

Pensioni da liquidare agli iscritti alle Casse di previdenza per le pensioni agli impiegati e ai salariati degli enti locali per ogni lira di stipendio e col contributo di 10 centesimi in base alla tavola di mutualità degli impiegati dello Stato (1881-1892) e alla eliminazione complessiva dei pensionati civili dello Stato (1903-912), raccordata con la eliminazione complessiva dei pensionati civili e militari (1882-892), ed al saggio d'interesse del 4.25 per cento.

NORME PER L'APPLICAZIONE DELLA TABELLA *A*.

La pensione a favore dell'impiegato o del salariato si ottiene:

1. — Se lo stipendio o salario stabilito agli effetti della presente legge, è rimasto costante nell'intiera durata del servizio, moltiplicando lo stipendio o salario stesso per il coefficiente della presente tabella, in corrispondenza all'età e agli anni di servizio alla data del collocamento a riposo.

2. — Se invece l'impiegato o il salariato ha conseguito durante il servizio aumenti o diminuzioni di stipendio o di salario, in primo luogo si determina con la norma precedente la quota di pensione dovuta allo stipendio o salario iniziale, stabilendo agli effetti suaccennati, come se esso fosse rimasto invariato durante l'intiero servizio, e poi si calcola, per ciascun aumento o diminuzione di stipendio o di salario, la quota parte di pensione relativa da determinarsi ugualmente con la norma precedente, in ragione però, oltre che all'età, degli anni di servizio trascorsi dalla data in cui avvenne la variazione fino alla data del collocamento a riposo. La pensione effettiva è costituita dalla somma delle quote di pensione dovute allo stipendio o salario iniziale ed ai successivi aumenti ridotta delle quote di pensione che si riferiscono alle eventuali diminuzioni.

Anni di servizio	ETÀ ALLA DATA DELLA CESSAZIONE DAL SERVIZIO										Anni di servizio
	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	
1	0,0059	0,0059	0,0060	0,0060	0,0060	0,0061	0,0061	0,0062	0,0062	0,0063	1
2	—	0,0123	0,0124	0,0124	0,0125	0,0126	0,0126	0,0127	0,0128	0,0129	2
3	—	—	0,0192	0,0193	0,0193	0,0194	0,0196	0,0197	0,0199	0,0200	3
4	—	—	—	0,0266	0,0267	0,0268	0,0269	0,0271	0,0273	0,0275	4
5	—	—	—	—	0,0346	0,0346	0,0348	0,0350	0,0352	0,0355	5
6	—	—	—	—	—	0,0431	0,0432	0,0434	0,0437	0,0440	6
7	—	—	—	—	—	—	0,0522	0,0524	0,0527	0,0530	7
8	—	—	—	—	—	—	—	0,0621	0,0623	0,0626	8
9	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0726	0,0729	9
10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0840	10

Anni di servizio	ETÀ ALLA DATA DELLA CESSAZIONE DAL SERVIZIO										Anni di servizio
	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	
1	0,0063	0,0064	0,0065	0,0065	0,0066	0,0067	0,0067	0,0068	0,0069	0,0070	1
2	0,013	0,0132	0,0133	0,0134	0,0135	0,0137	0,0138	0,0 40	0,0 42	0,0144	2
3	0,0202	0,0203	0,0205	0,0207	0,0209	0,021	0,0214	0,0216	0,02 9	0,022	3
4	0,0277	0,0280	0,0282	0,0284	0,0287	0,0290	0,0293	0,0296	0,0300	0,0304	4
5	0,0358	0,0360	0,0363	0,0366	0,0369	0,0373	0,0377	0,038	0,0385	0,039	5
6	0,0443	0,0446	0,0449	0,0453	0,0457	0,046	0,0466	0,047	0,0476	0,0482	6
7	0,0534	0,0537	0,054	0,0545	0,0550	0,0554	0,0560	0,0565	0,0572	0,0579	7
8	0,063	0,0634	0,0638	0,0643	0,0648	0,0653	0,0659	0,0666	0,0673	0,068	8
9	0,0733	0,0737	0,0742	0,0747	0,0753	0,0759	0,0765	0,0772	0,0780	0,0789	9
10	0,0843	0,0847	0,0852	0,085	0,0864	0,0870	0,0877	0,0885	0,0894	0,09 4	10
11	0,096	0,0965	0,0970	0,0975	0,0982	0,0989	0,0997	0,1005	0,1015	0,1026	11
12	—	0,109	0,1095	0,110	0,1107	0,1115	0,1123	0,1133	0,1143	0,1155	12
13	—	—	0,1230	0,1235	0,124	0,1249	0,1258	0,126	0,1279	0,1292	13
14	—	—	—	0,1379	0,1385	0,1392	0,140	0,14 2	0,1423	0,1437	14
15	—	—	—	—	0,1539	0,1545	0,1554	0,1565	0,1577	0,1592	15
16	—	—	—	—	—	0,1710	0,1717	0,1728	0,174	0,1756	16
17	—	—	—	—	—	—	0,1893	0,1903	0,1915	0,193	17
18	—	—	—	—	—	—	—	0,2090	0,211	0,2117	18
19	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2302	0,23 7	19
20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2531	20
21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
24	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24
25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25
26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27
28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	28
29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29
30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30

Anni di servizio	ETÀ ALLA DATA DELLA CESSAZIONE DAL SERVIZIO											Anni di servizio
	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	
1	0,007	0,0072	0,0073	0,0074	0,0075	0,0076	0,0078	0,0079	0,0080	0,0082	0,0084	1
2	0,0 46	0,0148	0,0 50	0,0152	0,0154	0,0157	0,0160	0,0163	0,0166	0,0169	0,0172	2
3	0,0224	0,0228	0,023	0,0234	0,0238	0,0242	0,0246	0,025	0,0255	0,026	0,0266	3
4	0,0308	0,03 2	0,0316	0,032	0,0326	0,0332	0,0338	0,0344	0,0350	0,0357	0,0365	4
5	0,0395	0,040	0,0407	0,0413	0,0420	0,0427	0,0434	0,0442	0,045	0,046	0,0469	5
6	0,0488	0,0495	0,0502	0,0510	0,0518	0,0526	0,0536	0,0546	0,0556	0,0568	0,0580	6
7	0,0586	0,0594	0,0603	0,0612	0,0622	0,0632	0,0643	0,0655	0,0668	0,0682	0,0696	7
8	0,0690	0,0699	0,0709	0,0720	0,073	0,0743	0,0756	0,0771	0,0786	0,0802	0,08 9	8
9	0,0799	0,08 0	0,082	0,0824	0,0847	0,0861	0,0876	0,0892	0,0910	0,0929	0,0949	9
10	0,0915	0,0927	0,0940	0,0954	0,0969	0,0985	0,1002	0,102	0,104	0,1063	0,1086	10
11	0,1038	0,105	0,1065	0,108	0,1098	0,1116	0,1136	0,1157	0,1180	0,1204	0,123	11
12	0,1168	0,1182	0,1198	0,12 5	0,1234	0,1254	0,1276	0,1300	0,1326	0,1353	0,1383	12
13	0,1306	0,132	0,1339	0,1357	0,1378	0,140	0,1425	0,145	0,148	0,1511	0,1544	13
14	0,1452	0,1469	0,148	0,1508	0,1530	0,1555	0,1582	0,161	0,1643	0,1677	0,1714	14
15	0,1608	0,1626	0,1646	0,1668	0,1692	0,1719	0,1748	0,178	0,1815	0,1853	0,1893	15
16	0,1773	0,1792	0,1814	0,1837	0,1863	0,1892	0,1924	0,1958	0,1997	0,2038	0,2083	16
17	0,1949	0, 969	0,1992	0,20 7	0,2 45	0,2 75	0,2110	0,2 47	0,2 89	0,2234	0,2283	17
18	0,2136	0,2 57	0,2 81	0,2208	0,2237	0,227	0,2307	0,2347	0,2392	0,244	0,2494	18
19	0,2335	0,2357	0,2382	0,24 0	0,2442	0,2477	0,25 6	0,2559	0,2608	0,2660	0,27 7	19
20	0,2548	0,2570	0,2596	0,2626	0,2659	0,2697	0,2738	0,2784	0,2836	0,2892	0,2954	20
21	0,2777	0,2798	0,2825	0,2855	0,2890	0,293	0,2974	0,3023	0,3078	0,3139	0,3204	21
22	—	0,3043	0,3069	0,3100	0,3136	0,3178	0,3224	0,3277	0,3335	0,340	0,347	22
23	—	—	0,3332	0,3362	0,3399	0,3442	0,349	0,3546	0,3608	0,3677	0,3752	23
24	—	—	—	0,3643	0,3679	0,3722	0,3774	0,3833	0,3898	0,3971	0,405	24
25	—	—	—	—	0,398	0,4024	0,4077	0,4137	0,4206	0,4283	0,4368	25
26	—	—	—	—	—	0,4348	0,440	0,4463	0,4535	0,461	0,4705	26
27	—	—	—	—	—	—	0,4747	0,481	0,4885	0,4969	0,5064	27
28	—	—	—	—	—	—	—	0,5 24	0,5259	0,5347	0,5445	28
29	—	—	—	—	—	—	—	—	0,566	0,575	0,5853	29
30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6 84	0,6288	30

Anni di servizio	ETÀ ALLA DATA DELLA CESSAZIONE DAL SERVIZIO											Anni di servizio
	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	
1	0,0085	0,0087	0,0089	0,009	0,0093	0,0095	0,0098	0,0100	0,0103	0,0106	0,0109	1
2	0,0176	0,0179	0,0183	0,0188	0,0 92	0,0197	0,0202	0,0207	0,02 3	0,02 9	0,0225	2
3	0,027	0,0277	0,0233	0,0290	0,0297	0,0305	0,03 2	0,032	0,0329	0,0339	0,0349	3
4	0,0372	0,0381	0,0389	0,0399	0,0408	0,0419	0,0430	0,0441	0,0454	0,0467	0,0481	4
5	0,0479	0,0491	0,050	0,0513	0,0526	0,0540	0,0554	0,0569	0,0585	0,0603	0,062	5
6	0,0592	0,0606	0,0620	0,0635	0,035	0,0668	0,0686	0,0705	0,0726	0,0747	0,077	6
7	0,0711	0,0728	0,0745	0,0764	0,0783	0,0804	0,0826	0,0850	0,0874	0,090	0,0029	7
8	0,0837	0,0857	0,0877	0,0899	0,0923	0,0948	0,0975	0,1002	0,1032	0,1063	0,1098	8
9	0,0970	0,0993	0,1017	0,1043	0,107	0,1100	0,1131	0,1164	0,1199	0,1230	0,1277	9
10	0,1110	0,1137	0,1165	0,1195	0,1227	0,126	0,1297	0,1335	0,1375	0,14 9	0,1466	10
11	0,1258	0,1288	0,1320	0,1355	0,1392	0,143	0,1472	0,1516	0,1562	0,1613	0,1667	11
12	0,14 5	0,1449	0,1485	0,1524	0,1566	0,1610	0,1658	0,1707	0,1760	0,1817	0,188	12
13	0,1579	0,16 7	0,1658	0,1702	0,1750	0,1800	0,1853	0,1909	0,1969	0,2024	0,2104	13
14	0,1753	0,1706	0,184	0,1890	0,1943	0,200	0,206	0,2 23	0,2 90	0,2263	0,2342	14
15	0,1937	0,1984	0,2034	0,2089	0,2148	0,221	0,2278	0,2348	0,2424	0,2505	0,2594	15
16	0,213	0,2 82	0,2238	0,2298	0,2364	0,2433	0,250	0,2586	0,2670	0,2761	0,2860	16
17	0,2335	0,2392	0,2453	0,2520	0,2592	0,2668	0,2750	0,2837	0,2930	0,3031	0,3140	17
18	0,255	0,2313	0,2680	0,2753	0,2832	0,29 6	0,3006	0,3 02	0,3204	0,3316	0,3437	18
19	0,2779	0,2847	0,2920	0,2999	0,3086	0,3178	0,3277	0,338	0,3494	0,3616	0,3749	19
20	0,302	0,3094	0,3173	0,3259	0,3259	0,3454	0,3562	0,3676	0,3800	0,3933	0,4080	20
21	0,3276	0,3355	0,344	0,3534	0,3636	0,3745	0,3863	0,3987	0,4 22	0,4268	0,4428	21
22	0,3547	0,3632	0,3724	0,3825	0,3935	0,4052	0,4 80	0,43 6	0,4462	0,462	0,4705	22
23	0,3824	0,3924	0,4023	0,4 32	0,425	0,4378	0,45 6	0,4763	0,482	0,4994	0,5183	23
24	0,4138	0,4235	0,434	0,4457	0,4584	0,4722	0,4870	0,5029	0,5201	0,5387	0,5593	24
25	0,446	0,4564	0,4676	0,480	0,4938	0,5085	0,5245	0,54 5	0,560	0,5803	0,6025	25
26	0,4804	0,4913	0,5033	0,5 65	0,5312	0,5469	0,564	0,5824	0,6024	0,624	0,648	26
27	0,5 68	0,5284	0,541	0,5552	0,5708	0,5877	0,6060	0,6256	0,6470	0,67 4	0,6962	27
28	0,5556	0,5078	0,58 3	0,5963	0,6 29	0,6308	0,65 4	0,67 4	0,6943	0,7 94	0,747	28
29	0,5968	0,6097	0,6240	0,6309	0,6575	0,6766	0,6974	0,7198	0,7443	0,771	0,8008	29
30	0,6408	0,6543	0,6694	0,6862	0,7049	0,7252	0,7473	0,7712	0,7972	0,8259	0,8570	30

Anni di servizio	ETÀ ALLA DATA DELLA CESSAZIONE DAL SERVIZIO											Anni di servizio
	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	
1	0,0112	0,0115	0,0119	0,0123	0,0127	0,0131	0,0136	0,0141	0,0147	0,0153	0,0159	1
2	0,0232	0,0239	0,0247	0,0255	0,0264	0,0273	0,0283	0,0204	0,0306	0,0319	0,0334	2
3	0,036	0,0372	0,0384	0,0397	0,041	0,0426	0,0442	0,0460	0,0480	0,050	0,0525	3
4	0,0496	0,0513	0,0530	0,0549	0,0569	0,0590	0,0613	0,0639	0,0667	0,0609	0,0734	4
5	0,064	0,0663	0,0687	0,0712	0,0738	0,0766	0,0797	0,0831	0,0870	0,09 3	0,096	5
6	0,0796	0,0824	0,0854	0,0886	0,0919	0,0956	0,0995	0,1039	0,1089	0,1143	0,1205	6
7	0,0960	0,0995	0,1031	0,1 7	0,1113	0,1158	0,1207	0,1262	0,1323	0,1392	0,1470	7
8	0,1135	0,1176	0,1223	0,1268	0,1319	0,1374	0,1434	0,1500	0,1575	0,1660	0,1755	8
9	0,132	0,1369	0,142	0,1478	0,1538	0,1604	0,1676	0,1756	0,1845	0,1947	0,2062	9
10	0,1518	0,1574	0,1635	0,170	0,1772	0,1849	0,1934	0,2025	0,2135	0,2255	0,230	10
11	0,1726	0,179	0,1862	0,1938	0,2020	0,2110	0,2209	0,2319	0,2443	0,2584	0,2744	11
12	0,1947	0,2022	0,2 03	0,2 9	0,2284	0,2387	0,250	0,2628	0,2772	0,2936	0,3 22	12
13	0,2 82	0,2266	0,2358	0,2458	0,2565	0,2682	0,28 2	0,2958	0,3 23	0,3311	0,3525	13
14	0,2429	0,2524	0,2628	0,274	0,2862	0,2995	0,3142	0,3308	0,3496	0,3710	0,3954	14
15	0,260	0,2798	0,29 4	0,304	0,3 77	0,3327	0,3493	0,368	0,3892	0,4125	0,4412	15
16	0,2968	0,3087	0,3217	0,3359	0,3512	0,3680	0,3866	0,4075	0,4314	0,4586	0,4899	16
17	0,326	0,3393	0,3538	0,3695	0,3865	0,4053	0,426	0,4495	0,4761	0,5066	0,5127	17
18	0,357	0,37 6	0,3876	0,405	0,424	0,4448	0,4679	0,4939	0,5236	0,5576	0,5967	18
19	0,3896	0,4057	0,4234	0,4427	0,4636	0,4866	0,5122	0,5410	0,5740	0,6117	0,6552	19
20	0,4240	0,4418	0,46 2	0,4824	0,5 54	0,5308	0,5590	0,59 9	0,6273	0,609	0,7172	20
21	0,4604	0,4799	0,501	0,5244	0,5496	0,5775	0,608	0,6437	0,6838	0,7298	0,7830	21
22	0,4987	0,5 99	0,5432	0,5687	0,5963	0,6269	0,661	0,6995	0,7435	0,7942	0,8526	22
23	0,5392	0,5323	0,5877	0,6 54	0,645	0,679	0,7 63	0,7585	0,8 67	0,8323	0,9204	23
24	0,58 9	0,6069	0,6345	0,6648	0,6977	0,734	0,7748	0,8208	0,8735	0,9342	1,0044	24
25	0,627	0,654	0,6840	0,7 68	0,7526	0,7922	0,8365	0,8867	0,944	1,0104	1,0870	25
26	0,6745	0,7039	0,7363	0,77 8	0,8105	0,853	0,90 6	0,9562	1,0187	1,0908	1,1742	26
27	0,7247	0,7564	0,7914	0,8298	0,87 7	0,9 83	0,9724	1,0296	1,0974	1,1757	1,2664	27
28	0,7778	0,8 18	0,8495	0,8910	0,9362	0,9866	1,0429	1,1070	1,1804	1,2354	1,3638	2
29	0,8338	0,8714	0,9109	0,9555	1,0043	1,0586	1,1195	1,1887	1,268	1,360	1,4665	29
30	0,8929	0,9322	0,9757	1,0237	1,0762	1,1347	1,2003	1,2749	1,3606	1,4598	1,575	30

Anni di servizio	ETÀ ALLA DATA DELLA CESSAZIONE DAL SERVIZIO										Anni di servizio
	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	
1	0,0166	0,0174	0,0182	0,0190	0,0200	0,0210	0,0221	0,0233	0,0246	0,0261	1
2	0,0350	0,0366	0,0384	0,0403	0,0424	0,0447	0,0472	0,0500	0,0531	0,0566	2
3	0,0551	0,0579	0,0608	0,0641	0,0675	0,0714	0,0757	0,0804	0,0858	0,0920	3
4	0,0772	0,0812	0,0856	0,0903	0,0955	0,1012	0,1077	0,1148	0,1231	0,1325	4
5	0,1012	0,1068	0,1128	0,1194	0,1265	0,1345	0,1435	0,1536	0,1652	0,1787	5
6	0,1273	0,1347	0,1426	0,1513	0,1607	0,1718	0,1833	0,1969	0,2126	0,2310	6
7	0,1556	0,1649	0,1750	0,1862	0,1983	0,2120	0,2275	0,2451	0,2656	0,2897	7
8	0,1861	0,1976	0,2102	0,2242	0,2394	0,2567	0,2763	0,2985	0,3247	0,3555	8
9	0,2190	0,2330	0,2484	0,2655	0,2843	0,3056	0,3299	0,3576	0,3901	0,4287	9
10	0,2548	0,2711	0,2895	0,3102	0,3330	0,3590	0,3886	0,4224	0,4624	0,5099	10
11	0,2923	0,3121	0,3339	0,3585	0,3857	0,4168	0,4525	0,4934	0,5418	0,5995	11
12	0,3330	0,3561	0,3816	0,4105	0,4426	0,4795	0,5219	0,5708	0,6287	0,6979	12
13	0,3766	0,4032	0,4329	0,4665	0,5039	0,5471	0,5970	0,6547	0,7234	0,8057	13
14	0,4230	0,4537	0,4878	0,5266	0,5690	0,6200	0,6781	0,7456	0,8262	0,9231	14
15	0,4726	0,5075	0,5466	0,5909	0,6407	0,6985	0,7655	0,8438	0,9375	1,0506	15
16	0,5253	0,5649	0,6093	0,6598	0,7166	0,7827	0,8596	0,9495	1,0577	1,1886	16
17	0,5815	0,6261	0,6762	0,7334	0,7978	0,8729	0,9606	1,0633	1,1871	1,3375	17
18	0,6412	0,6911	0,7474	0,8117	0,8845	0,9695	1,0688	1,1855	1,3265	1,4981	18
19	0,7047	0,7603	0,8231	0,8952	0,9769	1,0725	1,1845	1,3164	1,4761	1,6708	19
20	0,7721	0,8338	0,9037	0,9841	1,0753	1,1824	1,3081	1,4565	1,6364	1,8563	20
21	0,8436	0,9119	0,9894	1,0785	1,1800	1,2994	1,4398	1,6060	1,8078	2,0551	21
22	0,9194	0,9948	1,0803	1,1790	1,2914	1,4330	1,5801	1,7654	1,9909	2,2677	22
23	0,9997	1,0826	1,1769	1,2856	1,4098	1,5563	1,7294	1,9351	2,1860	2,4947	23
24	1,0847	1,1757	1,2792	1,3987	1,5355	1,6990	1,8882	2,1158	2,3939	2,7367	24
25	1,1447	1,2742	1,3876	1,5187	1,6689	1,8465	2,0570	2,3079	2,6150	2,9944	25
26	1,2699	1,3715	1,5023	1,6458	1,8103	2,0050	2,2362	2,5121	2,8503	3,2686	26
27	1,3705	1,4888	1,6238	1,7803	1,9601	2,1732	2,4263	2,7289	3,1002	3,5602	27
28	1,4768	1,6053	1,7522	1,9227	2,1187	2,3513	2,6279	2,9590	3,3657	3,8702	28
29	1,5891	1,7285	1,8880	2,0732	2,2865	2,5398	2,8414	3,2029	3,6474	4,1994	29
30	1,7076	1,8586	2,0314	2,2324	2,4640	2,7393	3,0675	3,4613	3,9460	4,5486	30

Anni di servizio	ETÀ ALLA DATA DELLA CESSAZIONE DAL SERVIZIO											Anni di servizio
	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	
31	0,6755	0,6878	0,7019	0,7177	0,7355	0,7553	0,7768	0,8003	0,8256	0,8534	0,8839	31
32	—	0,7383	0,7528	0,7693	0,7879	0,8088	0,8316	0,8565	0,8834	0,9129	0,9454	32
33	—	—	0,8074	0,8244	0,8438	0,8658	0,8899	0,9162	0,9448	0,976	1,0106	33
34	—	—	—	0,8836	0,9037	0,9266	0,9519	0,9798	1,0100	1,0432	1,0798	34
35	—	—	—	—	0,9679	0,9916	1,0181	1,0474	1,0793	1,1145	1,1533	35
36	—	—	—	—	—	1,0614	1,0888	1,1195	1,1531	1,1903	1,2314	36
37	—	—	—	—	—	—	1,1648	1,1967	1,2318	1,2709	1,3144	37
38	—	—	—	—	—	—	—	1,2795	1,3160	1,3570	1,4028	38
39	—	—	—	—	—	—	—	—	1,4064	1,4491	1,4971	39
40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5479	1,5979	40
41	—	—	—	—	—		—	—	—	—	1,7062	41
42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
44	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44
45	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	45
46	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	46
47	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	47
48	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48
49	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	49
50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50
51	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	51
52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	52
53	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	53
54	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54
55	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	55
56	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	56
57	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	57
58	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	58
59	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	59
60	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	60

Anni di servizio	ETÀ ALLA DATA DELLA CESSAZIONE DAL SERVIZIO											Anni di servizio
	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	
31	0,9178	0,9555	0,9975	1,0442	1,0957	1,1521	1,2150	1,2855	1,3659	1,4582	1,5652	31
32	0,9815	1,0217	1,0666	1,1166	1,1717	1,2322	1,2997	1,3755	1,4619	1,5613	1,6764	32
33	1,0490	1,0918	1,1397	1,1931	1,2521	1,3168	1,3891	1,4705	1,5632	1,6700	1,7938	33
34	1,1206	1,1662	1,2172	1,2741	1,3370	1,4062	1,4836	1,5708	1,6702	1,7847	1,9177	34
35	1,1966	1,2450	1,2993	1,3598	1,4269	1,5008	1,5835	1,6767	1,7831	1,9058	2,0484	35
36	1,2773	1,3287	1,3863	1,4507	1,5221	1,6008	1,6891	1,7886	1,9024	2,0337	2,1863	36
37	1,3631	1,4176	1,4788	1,5471	1,6230	1,7068	1,8008	1,9070	2,0285	2,1688	2,3320	37
38	1,4542	1,5120	1,5769	1,6495	1,7301	1,8191	1,9192	2,0322	2,1618	2,3116	2,4859	38
39	1,5513	1,6124	1,6811	1,7581	1,8437	1,9383	2,0446	2,1649	2,3028	2,4625	2,6485	39
40	1,6548	1,7192	1,7920	1,8736	1,9644	2,0648	2,1777	2,3055	2,4522	2,6222	2,8205	40
41	1,7655	1,8332	1,9099	1,9963	2,0926	2,1991	2,3189	2,4547	2,6106	2,7914	3,0024	41
42	1,8844	1,9551	2,0358	2,1270	2,2288	2,3417	2,4680	2,6130	2,7786	2,9707	3,1951	42
43	—	2,0860	2,1704	2,2663	2,3739	2,4934	2,6282	2,7811	2,9569	3,1609	3,3994	43
44	—	—	2,3149	2,4154	2,5287	2,6549	2,7976	2,9597	3,1462	3,3628	3,6161	44
45	—	—	—	2,5754	2,6942	2,8271	2,9779	3,1496	3,3473	3,5772	3,8461	45
46	—	—	—	—	2,8719	3,0113	3,1702	3,3517	3,5612	3,8049	4,0908	46
47	—	—	—	—	—	3,2109	3,3759	3,5673	3,7888	4,0471	4,3497	47
48	—	—	—	—	—	—	3,5968	3,7979	4,0316	4,3048	4,6256	48
49	—	—	—	—	—	—	—	4,0455	4,2913	4,5798	4,9192	49
50	—	—	—	—	—	—	—	—	4,5702	4,8739	5,2324	50
51	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1896	5,5674	51
52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,9271	52
53	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	53
54	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54
55	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	55
56	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	56
57	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	57
58	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	58
59	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	59
60	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	60

Anni di servizio	ETÀ ALLA DATA DELLA CESSAZIONE DAL SERVIZIO											Anni di servizio
	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	
31	1,6895	1,8327	1,9959	2,1829	2,4006	2,6517	2,9504	3,3068	3,7348	4,2623	4,9189	31
32	1,8103	1,9647	2,1408	2,3428	2,5782	2,8499	3,1734	3,5598	4,0243	4,5973	5,3111	32
33	1,9378	2,1040	2,2938	2,5116	2,7657	3,0593	3,4091	3,8273	4,3305	4,9517	5,7264	33
34	2,0724	2,2510	2,4552	2,6898	2,9636	3,2803	3,6581	4,1099	4,6541	5,3265	6,1659	34
35	2,2144	2,4061	2,6255	2,8778	3,1725	3,5136	3,9209	4,4084	4,9961	5,7228	6,6307	35
36	2,3642	2,5698	2,8052	3,0762	3,3929	3,7599	4,1982	4,7235	5,3572	6,1415	7,1220	36
37	2,5224	2,7426	2,9949	3,2855	3,6255	4,0197	4,4909	5,0561	5,7385	6,5836	7,6411	37
38	2,6894	2,9250	3,1951	3,5065	3,8709	4,2939	4,7998	5,4071	6,1409	7,0504	8,1894	38
39	2,8658	3,1175	3,4064	3,7396	4,1299	4,5832	5,1258	5,7775	6,5656	7,5431	8,7682	39
40	3,0522	3,3209	3,6295	3,9858	4,4033	4,8886	5,4698	6,1684	7,0137	8,0630	9,3791	40
41	3,2494	3,5359	3,8052	4,2456	4,6918	5,2108	5,8328	6,5808	7,4867	8,6117	10,0238	41
42	3,4580	3,7632	4,1143	4,5201	4,9965	5,5510	6,2159	7,0161	7,9857	9,1908	10,7041	42
43	3,6780	4,0037	4,3776	4,8102	5,3183	5,9101	6,6203	7,4755	8,5124	9,8018	11,4221	43
44	3,913	4,2585	4,6563	5,1170	5,6584	6,2895	7,0473	7,9604	9,0682	10,4466	12,1797	44
45	4,1615	4,5285	4,9515	5,4416	6,0180	6,6904	7,4983	8,4724	9,6549	11,1271	12,9792	45
46	4,4252	4,8149	5,2644	5,7854	6,3986	7,1144	7,9750	9,0132	10,2744	11,8454	13,8230	46
47	4,7052	5,1189	5,5962	6,1498	6,8016	7,5630	8,4791	9,5848	10,9288	12,6019	14,7137	47
48	5,0026	5,4417	5,9485	6,5363	7,2289	8,0381	9,0123	10,1891	11,6214	13,4051	15,6541	48
49	5,3183	5,7847	6,3225	6,9466	7,6821	8,5418	9,5772	10,8287	12,3516	14,2517	16,6475	49
50	5,6554	6,1493	6,7199	7,3823	8,1631	9,0760	10,1759	11,5060	13,1254	15,1471	17,6974	50
51	6,0145	6,5374	7,1423	7,8451	8,6738	9,6430	10,8111	12,2239	13,9449	16,0944	18,8075	51
52	6,3985	6,9514	7,5920	8,3371	9,2163	10,2451	11,4852	12,9855	14,8136	17,0978	19,9822	52
53	6,8109	7,3942	8,0717	8,8609	9,7932	10,8847	12,2010	13,7939	15,7351	18,1613	21,2263	53
54	—	7,8697	8,5848	9,4196	10,4073	11,5647	12,9614	14,6522	16,7132	19,2895	22,5450	54
55	—	—	9,1356	10,0173	11,0623	12,2887	13,7699	15,5640	17,7517	20,4870	23,9439	55
56	—	—	—	10,6588	11,7630	13,0609	14,6305	16,5333	18,8549	21,7585	25,4287	56
57	—	—	—	—	12,5151	13,8868	15,5485	17,5654	20,0278	23,1092	27,0052	57
58	—	—	—	—	—	14,7735	16,5305	18,6661	21,2765	24,5452	28,6800	58
59	—	—	—	—	—	—	17,5847	19,8436	22,6084	26,0740	30,4606	59
60	—	—	—	—	—	—	—	21,1076	24,0330	27,7047	32,3562	60

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per l'interno
FEDERZONI.

Il Ministro per le finanze
VOLPI.

TABELLA *B*.

Valore capitale corrispondente ad una lira di pensione vitalizia liquidata o da liquidarsi a favore degli impiegati e dei salariati degli Enti locali iscritti alle rispettive Casse in base alla Tabella *A*.

(Eliminazione complessiva e sopravvivenza dei pensionati dello Stato (1903-1912) raccordata con l'eliminazione complessiva dei pensionati civili e militari (1882-1892).

Saggio d'interesse del 4.25 per cento.

Anni di età alla data della cessazione dal servizio	Valore capitale della pensione vitalizia unitaria	Anni di età alla data della cessazione dal servizio	Valore capitale della pensione vitalizia unitaria	Anni di età alla data della cessazione dal servizio	Valore capitale della pensione vitalizia unitaria	Anni di età alla data della cessazione dal servizio	Valore capitale della pensione vitalizia unitaria
≦ 20	17,28						
21	17,17	36	14,87	51	11,55	66	7,65
22	17,04	37	14,68	52	11,30	67	7,39
23	16.92	38	14.49	53	11,04	68	7,12
24	16,79	39	14,29	54	10,79	69	6,86
25	16.55	40	14.08	55	10,53	70	6,59
26	16.52	41	13.87	56	10,27	71	6.32
27	16.37	42	13 66	57	10,01	72	6,06
28	16,22	43	13.44	58	9,75	73	5,81
29	16,07	44	13 22	59	9,48	74	5,56
30	15.91	45	12.99	60	9,22	75	5,32
31	15.75	46	12,76	61	8,96	76	5,08
32	15,58	47	12,52	62	8,70	77	4.84
33	15.41	48	12.29	63	8,43	78	4,61
34	15,24	49	12.04	64	8,17	79	4,38
35	15,06	50	11,80	65	7,91	≧ 80	4,15

NORME PER L'APPLICAZIONE DELLA TABELLA *B*.

Il valore capitale della pensione teorica si ottiene moltiplicando la pensione (calcolata secondo le norme contenute nella precedente tabella *A* e che spetterebbe alla data della cessazione definitiva dal servizio dell'iscritto) per il coefficiente della presente tabella in corrispondenza all'età dell'iscritto alla data della cessazione definitiva dal servizio.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per l'interno
FEDERZONI

Il Ministro per le finanze
VOLPI.

TABELLA *C*.

Allegata all'ordinamento delle Casse di previdenza per le pensioni agli impiegati e salariati degli Enti locali.

Somma mensile da trattenersi per ogni lira di contributo straordinario di riscatto, per non oltre 15 anni, sugli stipendi o salari degli impiegati o dei salariati iscritti alle rispettive Casse di previdenza che si siano avvalsi della facoltà di versare il contributo stesso in un periodo di tempo non superiore al numero degli anni di servizio riscattati.

(Articoli 69 e 70, Parte prima, e 23, Parte seconda, del decreto).

(Valori calcolati in base alla tavola di sopravvivenza della popolazione maschile italiana dedotta dai censimenti 1901 e 1911 e dalle statistiche mortuarie del 1910-912 e al saggio di interesse del 4,25 %).

NORME PER L'APPLICAZIONE DELLA TABELLA *C*.

1° Per ottenere la somma da pagarsi mensilmente dall'iscritto che si sia avvalso della facoltà di versare il contributo di riscatto in un periodo di tempo non superiore agli anni di servizio da riscattare, si determina prima l'età dell'iscritto alla data da cui deve decorrere il pagamento della somma predetta, in base alla norma contenuta nell'art. 33, Parte prima, del decreto. Si esegui ce poi il prodotto del contributo di riscatto, determinato secondo le norme allegate al decreto, per il coefficiente relativo all'età sopradetta e al numero di anni per cui la somma deve pagarsi.

2° In caso di collocamento a riposo prima di aver completato i versamenti, il valore capitale del residuo debito, da versarsi in unica volta, si otterrà dividendo l'importo della somma mensile determinata come al n. 1, per il coefficiente relativo all'età alla cessazione dal servizio, calcolata con la norma indicata al n. 1, e alla durata di tempo che resta da trascorrere per l'estinzione del debito. Se questa durata contenga frazioni di anno, tale coefficiente si otterrà togliendo dal coefficiente relativo al numero intero di anni immediatamente inferiore, tanti trecentosessantesimi della differenza fra questo e il coefficiente immediatamente superiore per quanti sono i giorni della frazione di anno, computandosi i mesi di 30 giorni.

3° Per gli iscritti collocati a riposo con liquidazione di pensione i quali in luogo di pagare il debito residuo in unica volta, si avvalgano della facoltà di chiedere che la pensione annua loro spettante sia ridotta di una quota vitalizia corrispondente al valore capitale di detto debito, tale quota si otterrà dividendo il valore capitale del debito residuo, calcolato come al n. 2, per il coefficiente della tabella *B*, relativo all'età dell'iscritto all'atto della cessazione dal servizio, determinata con la norma contenuta nell'art. 33, Parte prima, del decreto.

Segue: TABELLA C.

Età dell'iscritto	DURATA DEI VERSAMENTI IN ANNI															Età dell'iscritto
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
21	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0140	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0086	0.0082	0.0078	21
22	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0140	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0086	0.0082	0.0078	22
23	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0140	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0086	0.0082	0.0078	23
24	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0140	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0086	0.0082	0.0078	24
25	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0140	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0086	0.0082	0.0078	25
26	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0140	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0086	0.0082	0.0078	26
27	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0140	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0086	0.0082	0.0078	27
28	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0140	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0086	0.0082	0.0078	28
29	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0140	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0086	0.0082	0.0078	29
30	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0140	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0086	0.0082	0.0078	30
31	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0140	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0087	0.0082	0.0078	31
32	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0141	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0087	0.0082	0.0078	32
33	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0141	0.0126	0.0114	0.0105	0.0098	0.0092	0.0087	0.0082	0.0079	33
34	0.0855	0.0438	0.0299	0.0229	0.0188	0.0160	0.0141	0.0126	0.0115	0.0105	0.0098	0.0092	0.0087	0.0082	0.0079	34
35	0.0855	0.0438	0.0299	0.0230	0.0188	0.0160	0.0141	0.0126	0.0115	0.0106	0.0098	0.0092	0.0087	0.0083	0.0079	35
36	0.0855	0.0438	0.0299	0.0230	0.0188	0.0160	0.0141	0.0126	0.0115	0.0106	0.0098	0.0092	0.0087	0.0083	0.0079	36
37	0.0855	0.0438	0.0299	0.0230	0.0188	0.0161	0.0141	0.0126	0.0115	0.0106	0.0098	0.0092	0.0087	0.0083	0.0079	37
38	0.0855	0.0438	0.0299	0.0230	0.0188	0.0161	0.0141	0.0126	0.0115	0.0106	0.0099	0.0092	0.0087	0.0083	0.0079	38
39	0.0855	0.0438	0.0299	0.0230	0.0188	0.0161	0.0141	0.0127	0.0115	0.0106	0.0099	0.0093	0.0088	0.0083	0.0079	39
40	0.0855	0.0438	0.0299	0.0230	0.0189	0.0161	0.0141	0.0127	0.0115	0.0106	0.0099	0.0093	0.0088	0.0083	0.0080	40
41	0.0856	0.0438	0.0300	0.0230	0.0189	0.0161	0.0141	0.0127	0.0115	0.0106	0.0099	0.0093	0.0088	0.0084	0.0080	41
42	0.0856	0.0439	0.0300	0.0230	0.0189	0.0161	0.0142	0.0127	0.0116	0.0107	0.0099	0.0093	0.0088	0.0084	0.0080	42
43	0.0856	0.0439	0.0300	0.0231	0.0189	0.0161	0.0142	0.0127	0.0116	0.0107	0.0100	0.0093	0.0088	0.0084	0.0080	43
44	0.0356	0.0439	0.0300	0.0231	0.0189	0.0162	0.0142	0.0127	0.0116	0.0107	0.0100	0.0094	0.0089	0.0084	0.0081	44
45	0.0856	0.0439	0.0300	0.0231	0.0189	0.0162	0.0142	0.0128	0.0116	0.0107	0.0100	0.0094	0.0089	0.0085	0.0081	45
46	0.0856	0.0439	0.0300	0.0231	0.0190	0.0162	0.0143	0.0128	0.0117	0.0108	0.0100	0.0094	0.0089	0.0085	0.0081	46
47	0.0857	0.0440	0.0301	0.0231	0.0190	0.0162	0.0143	0.0128	0.0117	0.0108	0.0101	0.0095	0.0090	0.0085	0.0082	47
48	0.0857	0.0440	0.0301	0.0232	0.0190	0.0163	0.0143	0.0129	0.0117	0.0108	0.0101	0.0095	0.0090	0.0086	0.0082	48
49	0.0857	0.0440	0.0301	0.0232	0.0191	0.0163	0.0143	0.0129	0.0118	0.0109	0.0102	0.0096	0.0091	0.0086	0.0083	49
50	0.0857	0.0440	0.0301	0.0232	0.0191	0.0163	0.0144	0.0129	0.0118	0.0109	0.0102	0.0096	0.0091	0.0087	0.0083	50

Segue: TABELLA C.

Età dell'iscritto	DURATA DEI VERSAMENTI IN ANNI							
	1	2	3	4	5	6	7	8
51	0.0858	0.0441	0.0302	0.0233	0.0191	0.0164	0.0144	0.0130
52	0.0858	0.0441	0.0302	0.0233	0.0192	0.0164	0.0145	0.0130
53	0.0858	0.0441	0.0303	0.0233	0.0192	0.0165	0.0145	0.0131
54	0.0859	0.0442	0.0303	0.0234	0.0193	0.0165	0.0146	0.0131
55	0.0859	0.0442	0.0304	0.0234	0.0193	0.0166	0.0146	0.0132
56	0.0860	0.0443	0.0304	0.0235	0.0194	0.0167	0.0147	0.0133
57	0.0860	0.0443	0.0305	0.0236	0.0195	0.0167	0.0148	0.0134
58	0.0861	0.0444	0.0306	0.0237	0.0196	0.0168	0.0149	0.0135
59	0.0862	0.0445	0.0306	0.0237	0.0196	0.0169	0.0150	0.0136
60	0.0863	0.0446	0.0307	0.0238	0.0197	0.0170	0.0151	0.0137
61	0.0863	0.0447	0.0308	0.0240	0.0199	0.0172	-0.0152	0.0138
62	0.0864	0.0448	0.0310	0.0241	0.0200	0.0173	0.0154	0.0140
63	0.0866	0.04	0.0311	0.0242	0.0201	0.0174	0.0156	0.0142
64	0.0867	0.0450	0.0312	0.0244	0.0203	0.0176	0.0157	0.0144
65	0.0868	0.0452	0.0314	0.0245	0.0205	0.0178	0.0159	0.0146
66	0.0870	0.0458	0.0316	0.0247	0.0207	0.0180	0.0162	0.0148
67	0.0872	0.0455	0.0318	0.0250	0.0209	0.0183	0.0165	0.0151
68	0.0874	0.0458	0.0320	0.0252	0.0212	0.0186	0.0168	0.0155
69	0.0876	0.0460	0.0323	0.0255	0.0215	0.0189	0.0171	0.0159
70	0.0879	0.0463	0.0326	0.0258	0.0219	0.0193	0.0175	0.0163
71	0.0882	0.0466	0.0329	0.0262	0.0223	0.0197	0.0180	0.0168
72	0.0885	0.0470	0.0333	0.0266	0.0227	0.0202	0.0185	0.0173
73	0.0889	0.0474	0.0338	0.0271	0.0232	0.0207	0.0190	0.0179
74	0.0893	0.0478	0.0342	0.0276	0.0237	0.0213	0.0196	0.0185
75	0.0897	0.0483	0.0348	0.0281	0.0243	0.0219	0.0203	0.0192

DURATA DEI VERSAMENTI IN ANNI							Età dell'iscritto
9	10	11	12	13	14	15	
0.0119	0.0110	0.0102	0.0097	0.0092	0.0088	0.0084	51
0.0119	0.0110	0.0103	0.0097	0.0092	0.0088	0.0085	52
0.0120	0.0111	0.0104	0.0098	0.0093	0.0089	0.0086	53
0.0120	0.0112	0.0104	0.0099	0.0094	0.0090	0.0087	54
0.0121	0.0112	0.0105	0.0100	0.0095	0.0091	0.0088	55
0.0122	0.0113	0.0106	0.0101	0.0096	0.0092	0.0089	56
0.0123	0.0114	0.0107	0.0102	0.0097	0.0093	0.0090	57
0.0124	0.0115	0.0108	0.0103	0.0098	0.0095	0.0091	58
0.0125	0.0116	0.0110	0.0104	0.0100	0.0096	0.0093	59
0.0126	0.0118	0.0111	0.0106	0.0101	0.0098	0.0095	60
0.0128	0.0119	0.0113	0.0107	0.0103	0.0100	0.0097	61
0.0126	0.0121	0.0115	0.0109	0.0105	0.0102	0.0099	62
0.0131	0.0123	0.0117	0.0112	0.0108	0.0104	0.0102	63
0.0133	0.0125	0.0119	0.0114	0.0110	0.0107	0.0105	64
0.0136	0.0128	0.0122	0.0117	0.0113	0.0110	0.0108	65
0.0138	0.0131	0.0125	0.0120	0.0117	0.0114	0.0112	66
0.0142	0.0134	0.0128	0.0124	0.0121	0.0118	0.0116	67
0.0145	0.0138	0.0132	0.0128	0.0125	0.0122	0.0120	68
0.0149	0.0142	0.0137	0.0133	0.0130	0.0127	0.0126	69
0.0154	0.0147	0.0142	0.0138	0.0135	0.0133	0.0131	70
0.0159	0.0152	0.0147	0.0143	0.0141	0.0139	0.0137	71
0.0164	0.0158	0.0153	0.0150	0.0147	0.0145	0.0144	72
0.0170	0.0164	0.0160	0.0157	0.0154	0.0153	0.0152	73
0.0177	0.0171	0.0167	0.0164	0.0162	0.0161	0.0158	74
0.0184	0.0179	0.0175	0.0172	0.0170	0.0169	0.0169	75

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per l'interno
FEDERZONI.

Il Ministro per le finanze
VOLPI.

Numero di pubblicazione 1024.

REGIO DECRETO 11 aprile 1926, n. 721.

Cambiamento del nome alla Regia nave « Patria » in quello di « Cristoforo Colombo ».

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 26 febbraio 1925, n. 226, che inscriveva nel quadro del naviglio da guerra dello Stato la nave-scuola per la Regia accademia navale, in costruzione presso il Regio cantiere di Castellammare di Stabia, col nome di « Patria »;

Sulla proposta del Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per la marina;

Abbiamo decretato e decretiamo:

La Regia nave « Patria » assume il nuovo nome di « Cristoforo Colombo ».

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 11 aprile 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 maggio 1926.
Atti del Governo, registro 248, *foglio* 20. — COOP

Numero di pubblicazione 1025.

REGIO DECRETO 28 gennaio 1926, n. 704.

Modificazioni al R. decreto 18 gennaio 1925, n. 351, concernente il riordinamento della Regia scuola di tirocinio industriale di Gorizia.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 31 ottobre 1923, n. 2523;

Visto il R. decreto 3 giugno 1924, n. 969, che approva il regolamento in applicazione del Regio decreto predetto;

Visto il R. decreto 18 gennaio 1925, n. 351, concernente il riordinamento della Regia scuola di tirocinio industriale di Gorizia;

Visto il decreto Ministeriale in data 25 luglio 1925, registrato alla Corte dei conti il 4 agosto 1925, registro n. 6, Ministero economia nazionale, foglio n. 23, con il quale furono fissati i contributi annui per il mantenimento della Regia scuola di tirocinio di Gorizia;

Considerata la necessità di distaccare dalla Regia scuola di tirocinio di Gorizia la sezione di carpenteria navale, meccanica ed elettrotecnica di Monfalcone, già aggregata alla Regia scuola di Gorizia per il pagamento degli emolumenti al personale titolare;

Considerato che il personale titolare della predetta sezione è attualmente costituito da un solo titolare di costruzioni navali e che conviene portare a carico del bilancio della sezione distaccata di Monfalcone lo stipendio di tale titolare;

Sentita la III Sezione del Consiglio superiore per l'istruzione agraria, industriale e commerciale;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'economia nazionale, di concerto con il Ministro Segretario di Stato per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il primo comma dell'art. 3 del R. decreto 18 gennaio 1925, n. 351, è così modificato:

« Il personale titolare della Scuola si compone del direttore, di sei insegnanti, di tre capi officina, di tre maestre di laboratorio, di una segretaria ».

Art. 2.

I contributi di cui al decreto Ministeriale 25 luglio 1925 per la Regia scuola di tirocinio di Gorizia rimangono così stabiliti:

Ministero dell'economia nazionale . .	L. 311,070
Comune di Gorizia	» 3,853
Provincia di Gorizia	» 12,972
Camera di commercio di Gorizia. . .	» 2,408

Restano immutati gli obblighi assunti dal comune di Gorizia e dalla provincia del Friuli con le rispettive deliberazioni dell'11 aprile 1923 e 18 agosto 1923 relativamente alla fornitura dei locali, alla loro manutenzione ed al servizio dell'acqua, dell'illuminazione e del riscaldamento.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 gennaio 1926.

VITTORIO EMANUELE.

BELLUZZO — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° maggio 1926.
Atti del Governo, registro 248, *foglio* 3. — COOP

Numero di pubblicazione 1026.

REGIO DECRETO 11 aprile 1926, n. 722.

Reinscrizione nel quadro del Regio naviglio da guerra della Regia nave « Bronte ».

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto in data 19 luglio 1925, n. 1463, che radiava temporaneamente dal quadro del Regio naviglio la nave sussidiaria « Bronte » dal 12 agosto 1925;

Sulla proposta del Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per la marina;

Abbiamo decretato e decretiamo:

La Regia nave sussidiaria « Bronte » è reinscritta nel quadro del naviglio da guerra dello Stato a datare dall'11 aprile 1926.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei

decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 11 aprile 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 *maggio* 1926.
Atti del Governo, registro 248, *foglio* 21. — COOP

Numero di pubblicazione 1027.

REGIO DECRETO 3 aprile 1926, n. 723.
Reinscrizione nel quadro del Regio naviglio da guerra della Regia nave « Scolta ».

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 12 giugno 1921 che sospendeva temporaneamente l'inscrizione nel quadro del Regio naviglio della Regia nave « Scolta »;
Sulla proposta del Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per la marina;
Abbiamo decretato e decretiamo:

La Regia nave « Scolta », temporaneamente ceduta all'esercizio navigazione delle Ferrovie dello Stato, è reinscritta nel quadro del naviglio da guerra dello Stato a datare dal 26 gennaio 1926 come nave di uso locale.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 3 aprile 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 *maggio* 1926.
Atti del Governo, registro 248, *foglio* 22. — COOP

Numero di pubblicazione 1028.

REGIO DECRETO 18 aprile 1926, n. 729.
Inclusione dell'abitato di Cagliari, località San Pancrazio, fra quelli da consolidare a cura e spese dello Stato.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il decreto Luogotenenziale 30 giugno 1918, n. 1019;
Visto il Nostro decreto 7 luglio 1925, n. 1173;
Sentito il Comitato tecnico amministrativo del Provveditorato alle opere pubbliche per la Sardegna;
Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per i lavori pubblici;
Abbiamo decretato e decretiamo:

A norma dell'art. 1, sub 7, del decreto Luogotenenziale 30 giugno 1918, n. 1019, e dell'art. 5, 6° comma, del Nostro decreto 7 luglio 1925, n. 1173, è aggiunto, a tutti gli effetti della legge 9 luglio 1908, n. 445, titolo IV, agli abitati indicati nella tabella *D* allegata alla legge stessa (consolidamento di frane minaccianti abitati) quello di Cagliari, località di San Pancrazio.

Il presente decreto avrà effetto dal giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 18 aprile 1926.

VITTORIO EMANUELE.

GIURIATI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 *maggio* 1926.
Atti del Governo, registro 248, *foglio* 29. — COOP

Numero di pubblicazione 1029.

REGIO DECRETO 3 aprile 1926, n. 725.
Radiazione dal quadro del Regio naviglio del sommergibile « Sebastiano Veniero ».

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Capo del Governo Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro Segretario di Stato per la marina;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Il sommergibile « Sebastiano Veniero », affondato fra Capo Murro di Porco e Capo Passero la notte del 26 agosto 1925, è radiato dal quadro del naviglio da guerra dello Stato.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 3 aprile 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 *maggio* 1926.
Atti del Governo, registro 248, *foglio* 24. — COOP

Numero di pubblicazione 1030.

REGIO DECRETO 6 aprile 1926, n. 730.
Tassa d'ingresso al Regio museo Pepoli, in Trapani.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Veduto il R. decreto-legge 7 agosto 1925, n. 1649, col quale fu regificato il Museo Pepoli in Trapani, con effetto dal 1° luglio 1925;
Veduta la legge 27 maggio 1875, n. 2554 (serie 2ª);
Veduto il Nostro decreto-legge 15 luglio 1923, n. 2213;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la pubblica istruzione di concerto con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Per l'ingresso al Regio museo Pepoli in Trapani è stabilita una tassa di L. 2 tanto per gli adulti quanto per i ragazzi.

La domenica l'ingresso è gratuito.

Art. 2.

Il presente decreto ha effetto dal 1° dicembre 1925.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 6 aprile 1926.

VITTORIO EMANUELE.

FEDELE — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 maggio 1926.
Atti del Governo, registro 248, foglio 30. — COOP.

Numero di pubblicazione 1031.

REGIO DECRETO 25 marzo 1926, n. 701.

Erezione in Ente morale dell'Asilo infantile di Santopadre.

N. 701. R. decreto 25 marzo 1926, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'Asilo infantile di Santopadre viene eretto in Ente morale con amministrazione autonoma, ed è approvato lo statuto organico relativo.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 30 aprile 1926.

Numero di pubblicazione 1032.

REGIO DECRETO 3 aprile 1926, n. 702.

Approvazione dello statuto del Comitato nazionale G. Oberdan, in Milano.

N. 702. R. decreto 3 aprile 1926, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene approvato lo statuto del Comitato nazionale G. Oberdan, in Milano.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° maggio 1926.

Numero di pubblicazione 1033.

REGIO DECRETO 3 aprile 1926, n. 703.

Approvazione dello statuto del « Rifugio delle fanciulle abbandonate », in Pistoia.

N. 703. R. decreto 3 aprile 1926, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene approvato lo statuto organico del « Rifugio delle fanciulle abbandonate », con sede in Pistoia.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° maggio 1926.

Numero di pubblicazione 1034.

REGIO DECRETO 11 aprile 1926, n. 728.

Autorizzazione alla Regia università di Perugia ad accettare un lascito per la istituzione di borse di studio.

N. 728. R. decreto 11 aprile 1926, col quale, su proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Regia università di Perugia viene autorizzata ad accettare il lascito della prof. Nina Mortier per la istituzione di borse di studio ed è approvato il relativo regolamento.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 4 maggio 1926.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

Comunicazioni.

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le finanze ha presentato all'Ecc.ma Presidenza della Camera dei deputati, nella seduta del 29 aprile 1926, il progetto di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 3 aprile 1926, n. 631, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 93 del 22 aprile 1926, concernente provvedimenti relativi alle obbligazioni per lavori pubblici in Albania.

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le finanze, con nota in data 19 aprile 1926, ha presentato all'Ecc.ma Presidenza della Camera dei deputati il progetto di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 3 aprile 1926, n. 556, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 85 del 12 aprile 1926, concernente la costituzione di un'azienda per ricerche petrolifere e per il commercio di carburanti.

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le finanze ha presentato alla Camera dei deputati nella seduta del 29 aprile 1926 il seguente disegno di legge:

« Conversione in legge del R. decreto-legge 29 luglio 1925, n. 2591, che istituisce una imposta sulla fabbricazione ed importazione di cartine e di tubetti di carta velina per sigarette ».

MINISTERO DELL'INTERNO

Nomina nel Consiglio superiore di sanità.

Con R. decreto 25 marzo 1926, il prof. avv. Silvio Lessona è stato nominato componente del Consiglio superiore di sanità fino al 31 dicembre 1926.

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

ISPETTORATO GENERALE DEL CREDITO E DELLE ASSICURAZIONI PRIVATE.

Bollettino N. 96

CORSO MEDIO DEI CAMBI

del giorno 3 maggio 1926

	Media		Media
Parigi	81 81	Belgio	84 57
Londra	120 868	Olanda	10 025
Svizzera	482 [illegible]2	Pesos oro (argentino)	22 77
Spagna	359 13	Pesos carta (argent.)	10 02
Berlino	5 943	New York	24 922
Vienna (Shilling)	[illegible] 525	Belgrado	44 20
Praga	73 95	Budapest	0 03 5
Romania	9 35	Russia	127 925
Dollaro canadese	24 87	Oro	480 88

Media dei consolidati negoziati a contanti

Con godimento in corso

CONSOLIDATI	3 50 % netto (1906)	72 075
	3 50 % » (1902)	66 —
	3 00 % lordo	48 —
	5 00 % netto	95 275
	Obbligazioni delle Venezie 3 50 %	70 175

Bollettino N. 97

CORSO MEDIO DEI CAMBI

del giorno 4 maggio 1926

	Media		Media
Parigi	81 54	Belgio	81 41
Londra	120 844	Olanda	10 —
Svizzera	482 17	Pesos oro (argentino)	22 36
Spagna	357 71	Pesos carta argent.	10 06
Berlino	5 94	New York	24 892
Vienna (Shilling)	3 52	Belgrado	43 85
Praga	73 70	Budapest	0 035
Romania	9 —	Russia	128 30
Dollaro canadese	24 885	Oro	480 30

Media dei consolidati negoziati a contanti.

Con godimento in corso.

CONSOLIDATI	3.50 % netto (1906)	72 175
	3.50 % » (1902)	66 —
	3.00 % lordo	45 65
	5.00 % netto	95 40
	Obbligazioni delle Venezie 3.50 %	70 225

BANDI DI CONCORSO

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

Concorso per la cattedra di professore non stabile di matematica finanziaria presso il Regio istituto superiore di scienze economiche e commerciali di Catania.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto il testo unico delle leggi sull'ordinamento degli istituti superiori di scienze economiche e commerciali approvato con R. decreto 28 agosto 1924, n. 1618;

Visto il regolamento generale degli istituti superiori di scienze economiche e commerciali approvato con R. decreto 8 luglio 1925, n. 1227;

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395;

Vista la proposta fatta dal Consiglio accademico del Regio istituto superiore di scienze economiche e commerciali di Catania, nella seduta del 22 gennaio 1926;

Decreta:

Art. 1.

Presso il Regio istituto superiore di scienze economiche e commerciali di Catania è aperto il concorso per la cattedra di professore non stabile di matematica finanziaria.

I concorrenti devono far pervenire al Ministero dell'economia nazionale (Ispettorato dell'insegnamento industriale e commerciale) la loro domanda su carta bollata da L. 3, alla quale dovranno unire:

a) l'atto di nascita;

b) il certificato comprovante che il concorrente è cittadino italiano o italiano non regnicolo;

c) il certificato generale del casellario giudiziario;

d) i certificati di buona condotta rilasciati dai sindaci dei Comuni nei quali il concorrente ha avuta la sua residenza durante l'ultimo triennio;

e) le pubblicazioni a stampa;

f) le notizie sulla propria operosità scientifica ed eventualmente didattica, in quattro esemplari;

g) gli altri titoli o documenti che il concorrente ritenga utile di presentare nel suo interesse;

h) l'elenco dei titoli e delle pubblicazioni in quattro esemplari.

Le pubblicazioni dovranno essere presentate possibilmente in tre copie.

In nessun caso saranno accettate bozze di stampa. Non sono titoli validi le pubblicazioni presentate dopo la scadenza del termine del concorso.

I documenti di cui alle lettere *a*), *b*), *c*) e *d*) debbono essere legalizzati; quelli di cui alle lettere *b*), *c*) e *d*) debbono inoltre essere di data non anteriore a tre mesi da quella della data del bando di concorso.

I concorrenti che appartengono all'insegnamento od all'Amministrazione governativa sono dispensati dal presentare i documenti di cui alle lettere *b*), *c*), *d*) in luogo dei quali dovranno presentare un'attestazione rilasciata dalla competente autorità dell'Amministrazione cui appartengono, dalla quale risulti che essi trovansi in attività di servizio.

Art. 2.

Il termine utile per la presentazione delle domande è di quattro mesi dalla data della prima pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno. Il giorno di arrivo della domanda è stabilito dal bollo a data apposto dal competente ufficio del Ministero.

Non sarà tenuto conto delle domande che perverranno al Ministero dopo la scadenza del termine stabilito, anche se presentate in tempo utile alle autorità locali od agli uffici postali e ferroviari.

Nella domanda deve essere indicato esattamente l'indirizzo per le eventuali comunicazioni e per la restituzione dei titoli e dei documenti.

Art. 3.

Per l'inclusione nella terna, a parità di merito, saranno preferiti coloro che siano invalidi, orfani di guerra o che abbiano riportate ferite in combattimento, oppure siano insigniti di decorazioni al valor militare, come combattenti.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 19 aprile 1926.

Il Ministro: BELLUZZO.

TOMMASI CAMILLO *gerente*

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato.